



COMMUNE DE MOLENBEEK-SAINT-JEAN
GEMEENTE SINT-JANS-MOLENBEEK

CONSEIL COMMUNAL DU 23 NOVEMBRE 2022
GEMEENTERAAD VAN 23 NOVEMBER 2022

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Catherine Moureaux, *Présidente du Conseil/Voorzitster van de Raad* ;
Françoise Schepmans, Abdellah Achaoui, Amet Gjanaj, Olivier Mahy, Houria Ouberri, Jamel Azaoum, Georges Van Leeckwyck, Maria Gloria Garcia-Fernandez, *Échevin(e)s/Schepenen* ;
Paulette Piquard, Ahmed El Khannouss, Michel Eylenbosch, Danielle Evraud, Dirk De Block, Tania Dekens, Leonidas Papadiz, Hassan Ouassari, Hind Addi, Yassine Akki, Mohamed El Bouazzati, Khalil Boufraquech, Mohammed EL BOUZIDI, Luc Vancauwenberge, Laetitia KALIMBIRIRO NSIMIRE, Khadija Zamouri, Théophile Emile Taelmans, Didier Fabien Willy Milis, Abdallah Kanfaoui, Emre Sumlu, Rachid Ben Salah, Taoufik Hamzaoui, Fatima Zahmidi, Marc Demeyer, Abdelkarim Haouari, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden* ;
Marijke Aelbrecht, *Secrétaire f.f./Wvd. Secretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Jef Van Damme, *Échevin(e)/Schepen* ;
Jamal Ikazban, Hicham Chakir, Mohamed Daif, Saliha Raiss, Laurent Mutambayi, Mohamed Amine Akrouh, Joke Vandenbempt, Pascal Paul Duquesne, Rajae Maouane, Patrick Bacart, *Conseillers communaux/Gemeenteraadsleden*.

Ouverture de la séance à 18:05
Opening van de zitting om 18:05

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

23.11.2022/A/0001 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation citoyenne relative à l'organisation d'une cellule citoyenne de gestion de crise.

LE CONSEIL,

Prend connaissance de l'interpellation citoyenne, dont le texte est annexé.

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Burgerinterpellatie betreffende de organisatie van een crisisbeheerseenheid voor burgers.

De Raad neemt kennis.

23.11.2022/A/0002 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Fermeture des centres de test et de vaccination COVID-19.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi communale ;
Vu la délibération du 19.05.2021 par laquelle le Conseil décide d'approuver les

conventions types établies dans le cadre du fonctionnement des centres de test et de vaccination ;

Vu la délibération du Conseil communal du 20.01.2021 relative au centre de vaccination COVID-19 ;

Vu le courriel du 09.11.2022 de la Commission Communautaire Commune demandant à l'Administration communale de fermer définitivement le centre de test COVID-19 de Molenbeek le 30/11/2022 et le centre de vaccination de Molenbeek le 30/12/2022 conformément au plan de transition Q4 2022- 2023 ;

Considérant que la Commission Communautaire Commune s'engage à financer par les subsides COCOM le staff clé (le responsable du centre, le coordinateur médical, la pharmacienne, et le personnel administratif notamment) jusqu'au 07.01.2023 inclus, afin de permettre de clôturer les activités, faire le back-up des outils et plateformes et d'éventuellement retourner du matériel ;

Considérant que la Commission Communautaire Commune demande à l'Administration communale de prendre les dispositions nécessaires afin de clôturer les contrats du personnel ;

DECIDE :

Article 1 :

De fermer définitivement le centre de test COVID-19 de Molenbeek le 30/11/2022 ;

Article 2 :

De fermer définitivement le centre de vaccination COVID-19 de Molenbeek le 30/12/2022 ;

Article 3 :

De prendre les dispositions nécessaires afin de clôturer les contrats du personnel en fonction des deux dates de fermetures ;

Article 4 :

De permettre au staff clé (le responsable du centre, le coordinateur médical, la pharmacienne, et le personnel administratif notamment) de travailler jusqu'au 07.01.2023 inclus, afin de permettre de clôturer les activités, faire le back-up des outils et plateformes et d'éventuellement retourner du matériel, les salaires de ce personnel étant couverts par les subsides de la COCOM jusqu'au 07.01.2023.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Sluiting van de COVID-19 test- en vaccinatiecentra.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gezien de beraadslaging van 19.05.2021 waarbij de Raad beslist de standaardovereenkomsten die in het kader van de werking van de test- en vaccinatiecentra zijn opgesteld, goed te keuren ;

Gezien de beslissing van de gemeenteraad van 20.01.2021 betreffende het vaccinatiecentrum COVID-19 ;

Gezien de e-mail van 09.11.2022 van de Gemeenschapscommissie die het gemeentebestuur verzoekt om het COVID-19 testcentrum in Molenbeek definitief te sluiten op 30/11/2022 en het COVID-19 vaccinatiecentrum in Molenbeek op 30/12/2022, overeenkomstig het overgangsplan Q4 2022- 2023 ;

Overwegende dat de Gemeenschapscommissie zich ertoe verbindt het belangrijkste personeel (met name het hoofd van het centrum, de medisch coördinator, de apotheker

en het administratief personeel) tot en met 07.01.2023 te financieren door middel van subsidies van de Gemeenschapscommissie, zodat de activiteiten kunnen worden voltooid, de instrumenten en platforms kunnen worden geback-upt en de eventuele uitrusting kan worden teruggegeven ;
Overwegende dat de Gemeenschapscommissie het gemeentebestuur verzoekt de nodige maatregelen te nemen om de personeelscontracten af te sluiten;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Het COVID-19 testcentrum in Molenbeek definitief te sluiten op 30/11/2022 ;

Artikel 2 :

Het COVID-19 vaccinatiecentrum in Molenbeek definitief te sluiten op 30/12/2022 ;

Artikel 3 :

De nodige maatregelen te nemen om de contracten van het personeel af te sluiten volgens de twee sluitingsdata ;

Artikel 4 :

het belangrijkste personeel (met name het hoofd van het centrum, de medisch coördinator, de apotheker en het administratief personeel) tot en met 07.01.2023 te laten werken, zodat de activiteiten kunnen worden afgesloten, de instrumenten en platforms kunnen worden geback-upt en de eventuele uitrusting kan worden teruggegeven, de salarissen van dit personeel worden tot 07.01.2023 gedekt door de subsidies van de Gemeenschapscommissie.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

23.11.2022/A/0003

**Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Enseignement fondamental francophone - Mise en place des Pôles territoriaux en
Fédération Wallonie-Bruxelles - Approbation de la convention de coopération
avec le Pôle territorial « Inclusif » mixte « Ecole intégrée ».**

LE CONSEIL,

Vu le Décret « Missions » du 24 juillet 1997 définissant les missions prioritaires de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire et organisant les structures propres à les atteindre ;

Vu le Décret du 17 juin 2021 portant création des Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale ;

Vu le Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement primaire, notamment en son livre 6, titre 2 ;

Vu la Circulaire 8229 du 23 août 2021 d'organisation générale relative aux Pôles territoriaux et au dispositif de l'intégration ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 10 février 2022 fixant la liste des différents Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale et reprenant les structures, les pouvoirs organisateurs impliqués et les écoles partenaires et coopérantes ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2022 portant exécution des dispositions du Code de l'enseignement fondamental et de

l'enseignement secondaire relatives aux Pôles territoriaux ;
Vu la Circulaire 8640 du 20 juin 2022 relative à la conclusion et à la communication des conventions entre les Pôles territoriaux, les écoles partenaires, les écoles partenaires spécifiques et les écoles coopérantes ;
Vu le Décret du 20 juillet 2022 relatif aux Pôles territoriaux chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale .
Considérant la mise en place effective des Pôles territoriaux en Fédération Wallonie-Bruxelles depuis la rentrée scolaire 2022 ;
Considérant que ces Pôles sont chargés de soutenir les écoles de l'enseignement ordinaire dans la mise en œuvre des aménagements raisonnables et de l'intégration permanente totale afin de favoriser le maintien des enfants à besoins spécifiques au sein de ces dernières ;
Considérant que chaque école d'enseignement ordinaire doit nécessairement coopérer avec un Pôle territorial de son choix ;
Considérant la décision du Collège des Bourgmestres et Echevins, en sa séance du 16 septembre 2021, d'approuver l'adhésion des 16 écoles communales francophones d'enseignement fondamental ordinaire de Molenbeek-Saint-Jean au Pôle territorial mixte organisé par la FELSI-WBE-CPEONS et CECP ;
Considérant que le « Comité scolaire de l'Ecole Intégrée » est le Pouvoir organisateur de ce Pôle territorial « Inclusif » mixte et que « l'Ecole Intégrée » en est l'Ecole Siège ;
Considérant qu'il y a lieu de formaliser les engagements fermes d'adhésion qui ont été pris dans le cadre de la programmation des Pôles et de préciser les modalités de collaborations aux termes d'une convention de coopération conclue entre le Pouvoir organisateur du Pôle territorial choisi et le Pouvoir organisateur des 16 écoles communales francophones d'enseignement fondamental ordinaire de Molenbeek-Saint-Jean ;
Considérant que le modèle de convention de coopération a été fixé à l'annexe 3 de l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 12 mai 2022 portant exécution des dispositions du Code de l'enseignement fondamental et de l'enseignement secondaire relatives aux Pôles territoriaux.

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la convention de coopération, ci-annexée, établie entre le Pouvoir organisateur du Pôle territorial « Inclusif » mixte « Ecole intégrée » et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, en sa qualité de Pouvoir organisateur des 16 écoles communales francophones d'enseignement fondamental ordinaire coopérantes

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Franstalig basisonderwijs - Oprichting van territoriale polen in de Federatie
Wallonië-Brussel - Goedkeuring van het samenwerkingsakkoord met de
gemengde territoriale pool "Integrale school".

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Département Services généraux et Démographie
Relations Internationales - Projet de Coopération avec la ville de Mokrisset au Maroc et la ville de Mbour au Sénégal - Programme CIC 2022-2026 - Feuilles de route 2022-2026.

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 18 mai 2022 relative à l'approbation des conventions de collaboration pour la programmation 2022-2026, à savoir la convention tripartite de partenariat entre Brulocalis, la commune de Mokrisset (Maroc) et l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 14 septembre 2022 relative à l'approbation des conventions de collaboration pour la programmation 2022-2026, à savoir la convention tripartite de partenariat entre Brulocalis, la commune de Mbour (Sénégal) et l'administration communale de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant les feuilles de route établies pour nos partenariat Mokrisset et Mbour ;

Considérant que les projets sont subsidiés à 100%, pour un montant de 171.000 EURO pour la programmation 2022-2026 Maroc, dans le cadre du programme de Coopération Internationale Communale géré par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et financé par la Direction Générale de la Coopération au Développement;

Considérant que les projets sont subsidiés à 100%, pour un montant de 159.227,1 EURO pour la programmation 2022-2026 Sénégal, dans le cadre du programme de Coopération Internationale Communale géré par l'Association de la Ville et des Communes de la Région de Bruxelles-Capitale et financé par la Direction Générale de la Coopération au Développement ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les feuilles de route Maroc et Sénégal pour la programmation 2022-2026.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Internationale betrekkingen - Samenwerkingsproject met de stad Mokrisset in Marokko en de stad Mbour in Senegal - CIC-programma 2022-2026 - Routekaarten 2022-2026

DE RAAD,

Gezien het besluit van het college van burgemeester en schepenen van 18 mei 2022 betreffende de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomsten voor het programma 2022-2026, namelijk de tripartiete partnerschapsovereenkomst tussen Brulocalis, de gemeente Mokrisset (Marokko) en het gemeentebestuur van Sint-Jan Molenbeek;

Gezien de beraadslaging van het college van burgemeester en schepenen van 14 september 2022 over de goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomsten voor het programma 2022-2026, namelijk de tripartiete samenwerkingsovereenkomst tussen Brulocalis, de gemeente Mbour (Senegal) en het gemeentebestuur van Sint-Jan Molenbeek;

Gezien de routekaarten die zijn opgesteld voor onze partnerschappen Mokrisset en Mbour;

Overwegende dat de projecten voor 100% worden gesubsidieerd, voor een bedrag van 171.000 euro voor het Marokko-programma 2022-2026, in het kader van het programma voor internationale gemeentelijke samenwerking dat wordt beheerd door de Vereniging van de steden en gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en wordt gefinancierd door het directoraat-generaal Ontwikkelingssamenwerking;

Overwegende dat de projecten voor 100% worden gesubsidieerd, voor een bedrag van 159.227,1 euro voor het Senegal-programma 2022-2026, in het kader van het gemeentelijke programma voor internationale samenwerking dat wordt beheerd door de Vereniging van Steden en Gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en wordt gefinancierd door het Directoraat-Generaal voor Ontwikkelingssamenwerking;

BESLUIT :

Enig artikel :

De routekaarten voor Marokko en Senegal voor de programmering 2022-2026 goedkeuren.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

23.11.2022/A/0005

Département Développement Durable et Espaces Publics
Energie - Avenant de la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique avec Sibelga.

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale ;

Vu l'ordonnance du 19 juillet 2001 relative à l'organisation du marché de l'électricité en Région de Bruxelles-Capitale, notamment les articles 7 et 24bis ;

Considérant que pour rappel :

- Sibelga exerce certaines missions de service public au profit des pouvoirs locaux et régionaux, notamment en vue de promouvoir les mesures d'économie d'énergie, la rénovation des bâtiments et la production d'électricité verte, par un accompagnement desdits pouvoirs locaux et régionaux, des conseils et un support technique et administratif ;
- la Région de Bruxelles-Capitale et Sibelga ont conclu un contrat de gestion qui fixe des objectifs stratégiques ; que ces objectifs se déclinent en plusieurs piliers, dont celui relatif à la compatibilité énergétique dont la finalité consiste à fournir aux pouvoirs locaux et régionaux de la Région de Bruxelles-Capitale, les informations nécessaires à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un plan d'actions en matière d'efficacité énergétique mais également de par la mise à disposition des données de consommation, vérifier la rentabilité des investissements effectués et, le cas échéant, de les optimiser ;
- dans ce cadre, Sibelga a repris et élargi le projet NRClick, lequel était déjà mis à disposition des communes, visant à offrir un service de comptabilité énergétique reposant notamment sur la mise à disposition d'une Application informatique contenant les données de consommations énergétiques des Sites

concernés ;

- une convention a donc été établie pour modaliser la collaboration entre Parties.

Considérant les évolutions législatives à la fois en faveur d'un accroissement des projets de rénovation mais cadrant également davantage certains transferts de données, il est actuellement proposé un avenant à la convention existante. Avec cet avenant, les données contractuelles et de consommations énergétiques des Sites concernés, ainsi que les données contractuelles et de consommations énergétiques de tous les compteurs ouverts au nom de tiers (en ce compris les compteurs privés ou professionnels) situés dans des immeubles dont le pouvoir public est propriétaire ou occupant sont rapatriées dans l'Application ;

Vu l'intérêt pour la Commune de Molenbeek-Saint-Jean d'avoir l'image la plus précise et réaliste de la situation énergétique de ses immeubles.

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver les termes de l'Avenant à la convention de mise à disposition d'un service de comptabilité énergétique avec Sibelga ;

Article 2:

De conclure ledit avenant à la convention.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

34 votants : 34 votes positifs.

Departement Duurzame Ontwikkeling en Openbare Ruimte

Energie - Avenant van de overeenkomst inzake de terbeschikkingstelling van een dienst van energieboekhouding met Sibelga.

DE RAAD,

Met het oog op de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 2001 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, inzonderheid op de artikelen 7 en 24bis;

Overwegende dat, als herinnering:

- Sibelga bepaalde openbardienstverplichtingen uitvoert ten behoeve van de lokale en regionale besturen, met name met het oog op de bevordering van energiebesparende maatregelen, de renovatie van gebouwen en de productie van groene elektriciteit, door aan deze lokale en regionale besturen bijstand, advies en technische en administratieve ondersteuning te verlenen;
- het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en Sibelga hebben een beheerscontract gesloten waarin strategische doelstellingen zijn vastgelegd; deze doelstellingen zijn onderverdeeld in verschillende pijlers, waaronder de pijler inzake energieboekhouding, die tot doel heeft de lokale en regionale besturen van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest de informatie te verstrekken die zij nodig hebben om een actieplan inzake energie-efficiëntie op te stellen en uit te voeren, maar ook om de rentabiliteit van de gedane investeringen na te gaan en

deze zo nodig te optimaliseren, door verbruiksgegevens ter beschikking te stellen;

- in deze context heeft Sibelga het project NRClick, dat reeds ter beschikking van de gemeenten stond, overgenomen en uitgebreid met het oog op het aanbieden van een dienst voor energieboekhouding die met name gebaseerd is op de terbeschikkingstelling van een informatica-applicatie met de gegevens over het energieverbruik van de betrokken Sites;
- daarom werd er een overeenkomst opgesteld om de samenwerkingsmodaliteiten tussen de partijen te regelen.

Met het oog op de wijzigingen in de wetgeving, zowel ten gunste van een toename van de renovatieprojecten als van een meer gedetailleerd kader voor bepaalde gegevensoverdrachten, wordt thans via dit avenant een wijziging van de bestaande overeenkomst voorgesteld. Met dit avenant worden de contractuele gegevens en de gegevens over het energieverbruik van de betrokken Sites, alsmede de contractuele gegevens en de gegevens over het energieverbruik van alle meters die op naam van derden zijn geopend (met inbegrip van particuliere of professionele meters) en die zich bevinden in gebouwen die eigendom zijn van of worden gebruikt door de overheidsinstantie, gerepatriceerd naar de Applicatie;
Gezien het belang voor de Gemeente van Sint-Jans-Molenbeek om een zo accuraat en realistisch mogelijk beeld te hebben van de energiesituatie van haar gebouwen;

BESLIST:

Artikel 1:

De voorwaarden goed te keuren van het avenant van de overeenkomst met Sibelga voor de terbeschikkingstelling van een dienst voor energieboekhouding;

Artikel 2 :

Voormelde avenant van de overeenkomst af te sluiten.

Onderhavige beslissing zal overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan de toezichthoudende overheid overgemaakt worden.

De Raad keurt het punt goed.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.

Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.

Rachid Ben Salah quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0006

Département Services généraux et Démographie

Classes moyenne - Economie - Renouvellement de convention d'exploitation de la salle de jeux de hasard - Gambling City.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu la Loi du 7 mai 1999 et l'Arrêté Royal daté du 22 décembre 2000 relatifs aux jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs ;

Considérant que les établissements de jeux de hasard automatiques sont répartis en

trois classes, d'après le genre et le nombre de jeux :

- a) les établissements de jeux de hasard de classe I ou casinos ;
- b) les établissements de jeux de hasard de classe II ou salles de jeux automatiques ;
- c) les établissements de jeux de hasard de classe III où sont vendues des boissons qui, quelle qu'en soit la nature, doivent être consommées sur place et dans lesquels sont exploités au maximum deux jeux de hasard ;

Considérant qu'une licence de classe B doit être obtenue de la Commission de jeux de hasard instituée auprès du Ministère de la Justice pour pouvoir exploiter un établissement de classe II ;

Considérant que pour pouvoir obtenir une licence de classe B, les exploitants ou les gérants de la société exploitante doivent produire les documents suivants :

1. L'identité complète des actionnaires de la société ;
2. Un certificat de bonne vie et mœurs récent (trois mois maximum) mentionnant qu'ils sont en possession de tous les droits civils et politiques ;
3. Une convention, conclue avec la commune d'établissement de la salle de jeux automatiques ;
4. veiller à ne pas établir l'établissement de classe II à proximité d'établissements d'enseignement, d'hôpitaux, d'endroits fréquentés par les jeunes, de lieux de cultes et de prisons ;
5. Un avis émanant du Service Public Fédéral Finances et de l'administration fiscale régionale attestant que toutes les dettes fiscales établies et incontestées sont acquittées (de trois mois maximum) ...

Vu la demande de la Société Gambling City par courrier du 3 février 2022 pour renouveler sa licence pour l'exploitation son établissement de jeux de hasard, situé à 1080 Bruxelles, Chaussée de Ninove n° 216 – 220 ;

Vu le permis d'environnement délivré le 23 juin 2022, pour l'exploitation d'une salle de jeux sise Chaussée de Ninove 216 – 220, 1080 Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant qu'une convention a été conclue entre la commune et la société en date du 18 juin 2004 déterminant les modalités d'exploitation et qu'elle est arrivée à échéance le 25 décembre 2020 ;

Considérant qu'il y a lieu de conclure une nouvelle convention fixant les modalités d'exploitation, notamment en y incluant les conditions de durée et d'heures d'ouverture figurant dans le Permis d'environnement du 23 juin 2022 ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver les termes du projet de convention ci-annexé destiné à être conclu entre la Commune et la SA Gambling City pour l'exploitation sur le territoire de la Commune un établissement de jeux de hasard de classe II, situé à 1080 Bruxelles, Chaussée de Ninove n° 216 – 220, au sens de la Loi du 7 mai 1999.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 21 votes positifs, 10 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Middenstand - Economie - Verlenging van de overeenkomst voor de exploitatie van de kansspelinrichting - Gambling City.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

Gelet op de Wet van 7 mei 1999 en Koninklijk Besluit d.d. 22 december 2000 op de kansspelen, de kansspelinrichtingen en de bescherming van de spelers ;

Overwegende dat de automatische kansspelinrichtingen in drie klassen volgens de aard en het aantal kansspelen ondergebracht worden :

- a) de kansspelinrichtingen van klasse I of casino's ;
- b) de kansspelinrichtingen van klasse II of zalen met automatische spelen ;
- c) de kansspelinrichtingen van klasse III waar drank, ongeacht de aard ervan, wordt verkocht voor gebruik ter plaatse en waarin maximaal twee kansspelen worden geëxploiteerd.

Overwegende dat een vergunning klasse B van de kansspelcommissie bij het Ministerie van Justitie moet verkregen worden om een kansspelinrichting van klasse II te mogen uitbaten ;

Overwegende dat om een vergunning klasse B te kunnen verkrijgen, de uitbaters of de beheerders van de uitbatende vennootschap volgende documenten moeten voorleggen :

1. De volledige identiteit van de aandeelhouders van de vennootschap ;
2. Een recent (maximum drie maanden) bewijs van goed gedrag en zeden vermeldend dat zij beschikken over al de burgerlijke en politieke rechten ;
3. Een convenant, afgesloten met de vestigingsgemeente van de speelautomatenhal;
4. ervoor zorgen dat de kansspelinrichting klasse II niet gevestigd wordt in de nabijheid van onderwijsinstellingen, ziekenhuizen, plaatsen die vooral door jongeren bezocht worden, plaatsen waar erediensten worden gehouden en gevangenissen ;
5. Een advies uitgaande van de Federale Overheidsdienst Financiën en de gewestelijke belastingadministratie waaruit blijkt dat aan alle vaststaande en onbetwiste belastingschulden is voldaan (niet ouder dan 3 maanden) ...

Gelet op het verzoek van Gambling City bij brief van 3 februari 2022 om haar vergunning voor de exploitatie van haar kansspelinrichting, gevestigd te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, Ninovesteenweg nr. 216 – 220, te vernieuwen ;

Gelet op de milieuvergunning afgeleverd op 23 juni 2022, voor de exploitatie van een speelzaal, gelegen Ninovesteenweg nr. 216 – 220, 1080 Sint-Jans-Molenbeek ;

Overwegende dat, 18 juni 2004 tussen de gemeente en het bedrijf een overeenkomst is gesloten waarin de werkingsvoorwaarden zijn vastgelegd en op 25 december 2020 is verstreken ;

Overwegende dat een nieuwe overeenkomst moet worden gesloten waarin de exploitatievoorwaarden worden vastgesteld, met name door de voorwaarden inzake de duur en de exploitatie-uren van de milieuvergunning van 23 juni 2022 op te nemen ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Bewoordingen van het hierbijgevoegd ontwerp van overeenkomst, die dient afgesloten te worden tussen de Gemeente en Gambling City N.V. voor de exploitatie op het grondgebied van de Gemeente van een kansspelinrichting van klasse II, gelegen te 1080 Brussel, Ninovesteenweg 216 - 220, in de zin van de wet van 7 mei 1999.

De Raad keurt het punt goed.
31 stemmers : 21 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Yassine Akki entre en séance / treedt in zitting.
Rachid Ben Salah entre en séance / treedt in zitting.

23.11.2022/A/0007

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Contrat de Rénovation Urbaine - CRU 6 « Autour de Simonis » - Approbation du protocole d'accord par rapport à l'intervention de Beliris dans l'opération Z2.1 "Pont de Jette - Construction d'un nouvel immeuble mixte".

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 17 mars 2022 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) 6 « Autour de Simonis » ;

Considérant que ce programme prévoit l'opération Z2.1 "Pont de Jette - Construction d'un nouvel immeuble mixte" avec la Commune de Molenbeek comme porteur de projet et auquel Beliris contribue financièrement;

Considérant que le projet est subsidié à 100% et financé de la façon suivante:

- par BELIRIS avenant 14: 177.000,00 EUR (pour les études) (objet de ce protocole d'accord)
- par BELIRIS avenant 15: 1.583.133,75 EUR (pour les travaux) (objet d'un futur protocole d'accord)
- par la Région (CRU 6): 176.013,38 EUR (pour les études et/ou les travaux) (DC 1640/2022)

Considérant qu'il convient d'organiser la coopération entre la Commune de Molenbeek et Beliris sous forme d'une subvention ;

Considérant qu'il y a lieu de signer un protocole d'accord qui a pour objet de déterminer, d'une part, les modalités de financement de la contribution de Beliris dans le cadre du développement d'un nouvel immeuble au coin de la rue de La Lys et de la Chaussée de Jette et, d'autre part, la répartition des tâches et des responsabilités de Beliris, de la Région et de la Commune de Molenbeek;

Vu le projet de protocole fourni par Beliris qui se trouve en annexe ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le protocole d'accord par rapport à l'intervention de Beliris dans l'opération Z2.1 "Pont de Jette - Construction d'un nouvel immeuble mixte".

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 33 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling -
Stadsvernieuwingscontract - SVC 6 « Rondom Simonis » - Goedkeuring van het protocolakkoord betreffende de tussenkomst van Beliris in de operatie Z2.1 "Jetse Brug - Bouw van een nieuw gemengd gebouw".

DE RAAD,

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 17 maart 2022 houdende goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract (SVC) 6 "Rondom Simonis";

Overwegende dat dit programma voorziet in de operatie Z2.1 "Jetse brug - Bouw van een nieuw gemengd gebouw" met de Gemeente Molenbeek als projectdrager en waaraan Beliris een financiële bijdrage levert in het kader van aanhangsel 14;

Overwegende dat dit project voor 100% gesubsidieerd is en gefinancierd zal worden op de volgende wijze:

- door BELIRIS aanhangsel 14: 177.000,00 EUR (voor de studies) (voorwerp van dit protocolakkoord)

- door BELIRIS aanhangsel 15: 1.583.133,75 EUR (voor de werken) (voorwerp van een toekomstig protocolakkoord)

- door het Gewest (SVC 6): 176.013,38 EUR (voor de studies en/of voor de werken) (VR 1640/2022)

Overwegende dat het aangewezen is de samenwerking tussen de Gemeente Molenbeek en Beliris te organiseren in de vorm van een subsidie;

Overwegende dat het daarom nodig is om een protocolakkoord te ondertekenen dat tot doel heeft om enerzijds de financieringsmodaliteiten te bepalen van de bijdrage van Beliris in het kader van de ontwikkeling van een nieuw gebouw op de hoek van de Leiestraat en de Jetsesteenweg, en om anderzijds de taken en verantwoordelijkheden van Beliris, het Gewest en de Gemeente Molenbeek te verdelen;

Gelet op het ontwerp van het protocol, bezorgd door Beliris, dat zich in bijlage bevindt;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het protocolakkoord betreffende de tussenkoms van Beliris in de operatie Z2.1 "Jetse Brug - Bouw van een nieuw gemengd gebouw" goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 33 positieve stemmen.

Françoise Schepmans quitte la séance / verlaat de zitting.

Houria Ouberri quitte la séance / verlaat de zitting.

Abdelkarim Haouari quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0008

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain - Molenwest Square -
Avenant aux conventions d'occupation temporaire - ABEF et Samen voor
Morgen.

LE CONSEIL,

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine 3 « Gare de l'Ouest » (CRU 3) ;

Vu la décision du Conseil Communal en sa séance du 24/10/2018 d'approuver le programme complet du Contrat de Quartier Durable "Autour du Parc de l'Ouest";

Vu la notification du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 février 2019 de l'approbation du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";
Vu la notification du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 15 février 2021 de l'approbation de la première modification du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";
Vu la notification du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 05 mai 2021 de l'approbation de la deuxième modification du programme du CQD "Autour du Parc de l'Ouest";
Vu la décision du Conseil communal en date du 4 septembre 2019 d'approuver la convention relative au développement d'une occupation temporaire sur la parcelle n° 839W8 sise au 193 rue Alphonse Vandenpeereboom à Molenbeek-Saint-Jean (Molenwest Square) et à la délégation de la gestion du site à la Commune, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du Conseil communal en date du 8 avril 2021 d'approuver l'avenant à la convention relative au développement d'une occupation temporaire sur la parcelle n° 839W8 sise au 193 rue Alphonse Vandenpeereboom à Molenbeek-Saint-Jean (Molenwest Square) ;
Considérant que cette dernière se termine le 31 novembre 2022;
Considérant que la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale a accordé une prolongation pour une durée indéterminée de cette convention ;
Vu la décision du Conseil Communal du 4 septembre 2019 approuvant les conventions d'occupation temporaire entre la Commune et deux des occupants du site : l'ABEF et Samen voor Morgen;
Considérant que ces conventions se terminent également le 31 novembre 2022;
Considérant que les activités de ces deux partenaires sont bénéfiques pour le quartier;
Considérant qu'il est donc nécessaire de conclure un avenant à leurs conventions d'occupation temporaire;
Vu les projets d'avenants aux conventions d'occupation temporaire en annexe;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale;

DECIDE:

Article unique:

D'approuver les projets d'avenant aux conventions d'occupation temporaire de l'ABEF et de Samen Voor Morgen pour le site Molenwest Square, sis 193 rue Vandenpeereboom, 1080 Molenbeek-Saint-Jean.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

**Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Molenwest Square -
Aanhangsel bij de overeenkomsten voor tijdelijk gebruik - ABEF en Samen voor
Morgen.**

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract 3 «Weststation» (SVC 3);

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 24/10/2018 tot goedkeuring van het volledige programma van het Duurzaam Wijkcontract "Rondom Westpark";
Gezien de goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 22 februari 2019 van het programma van het DWC "Rondom Westpark";
Gezien de goedkeuring door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 15 februari 2021 van de eerste wijziging van het DWC-programma "Rondom Westpark";
Gezien de goedkeuring door de regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest op 5 mei 2021 van de tweede wijziging van het DWC-programma "Rondom Westpark";
Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 4 september 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de ontwikkeling van een tijdelijke bezetting op het perceel nr. 839W8 gelegen 193 Alphonse Vandenpeereboomstraat te Sint-Jans-Molenbeek (Molenwest Square) en betreffende de overdracht van het beheer van de site aan de Gemeente, vastgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;
Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 8 april 2021 tot goedkeuring van het aanhangsel bij de overeenkomst betreffende de ontwikkeling van een tijdelijke bezetting op het perceel nr. 839W8 gelegen 193 Alphonse Vandenpeereboomstraat te Sint-Jans Molenbeek (Molenwest Square) ;
Overwegende dat deze overeenkomst op 31 november 2022 afloopt;
Overwegende dat de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een verlenging van deze overeenkomst voor onbepaalde tijd heeft toegestaan;
Gezien het besluit van de gemeenteraad van 4 september 2019 tot goedkeuring van de tijdelijke bezettingsovereenkomsten tussen de Gemeente en twee van de bezetters van de site : ABEF en Samen voor Morgen;
Overwegende dat ook deze overeenkomsten op 31 november 2022 aflopen;
Overwegende dat de activiteiten van deze twee partners gunstig zijn voor de buurt;
Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is aanhangsels bij hun tijdelijke bezettingsovereenkomsten te sluiten;
Gelet op de ontwerpen van deze aanhangsels bij de bezettingsovereenkomsten in bijlage;
Gezien de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet;

BESLIST :

Enig artikel :

De ontwerp-aanhangsels bij de tijdelijke bezettingsovereenkomsten van ABEF en Samen Voor Morgen voor de site Molenwest Square, Vandenpeereboomstraat 193 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Houria Ouberri entre en séance / treedt in zitting.

23.11.2022/A/0009 **Département Infrastructures et Développement urbain**
Département Infrastructures et Développement Urbain - MOLENWEST Square
- Convention d'occupation précaire.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil communal en date du 4 septembre 2019 d'approuver la convention relative au développement d'une occupation temporaire sur la parcelle n° 839W8 sise au 193 rue Alphonse Vandenpeereboom à Molenbeek-Saint-Jean et à la délégation de la gestion du site à la Commune, établie entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale ;
Vu la décision du Conseil communal en date du 8 avril 2021 d'approuver l'avenant à la convention relative au développement d'une occupation temporaire sur la parcelle n° 839W8 sise au 193 rue Alphonse Vandenpeereboom à Molenbeek-Saint-Jean ;
Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 novembre 2017 approuvant le programme du Contrat de Rénovation Urbaine (CRU) "Gare de l'Ouest" ;
Considérant que le diagnostic du CRU « Gare de l'Ouest » indique qu'il existe une grave pénurie d'espaces publics accessibles au quartier ;
Considérant que la convention d'occupation précaire entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale prend fin de plein droit le 31 novembre 2022 et qu'il faut donc la prolonger ;
Considérant que la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale a accordé une prolongation pour une durée indéterminée ;
Considérant que Citydev.brussels est partie à la Convention en sa qualité de coordinateur de développement du site global de la Gare de l'Ouest ;
Considérant qu'il y a dès lors lieu de conclure une convention d'occupation précaire entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale, en présence de Citydev.brussels. ;
Considérant que le projet de convention a été soumis au service des Affaires Juridiques ;
Vu les articles 117 et 232 de la Nouvelle Loi Communale ;

DÉCIDE :

Article unique :

D'approuver le projet de convention d'occupation précaire du square Molenwest, sis au 193 rue Alphonse Vandenpeereboom à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, établi entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la Régie foncière de la Région de Bruxelles-Capitale, en présence de Citydev.brussels.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - MOLENWEST
Square - Precaire terbeschikkingsovereenkomst.

DE RAAD,

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 4 september 2019 tot goedkeuring van de overeenkomst betreffende de ontwikkeling van een tijdelijke bezetting op het perceel nr. 839W8 gelegen 193 Alphonse Vandenpeereboomstraat te Sint-Jans-Molenbeek en betreffende de overdracht van het beheer van de site aan de Gemeente, vastgesteld tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ;

Gezien het besluit van de Gemeenteraad van 8 april 2021 tot goedkeuring van het bijvoegsel aan de overeenkomst betreffende de ontwikkeling van een tijdelijke bezetting op het perceel nr. 839W8 gelegen 193 Alphonse Vandenpeereboomstraat te Sint-Jans Molenbeek ;

Gezien het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 november 2017 tot goedkeuring van het programma van het Stadsvernieuwingscontract (SVC) "Weststation" ;

Overwegende dat de diagnostiek van het SVC "Weststation" aangeeft dat er een nijpend tekort is aan toegankelijke openbare ruimten in de wijk ;

Overwegende dat de overeenkomst inzake preciaire bezetting tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest automatisch afloopt op 31 november 2022 en derhalve moet worden verlengd ;

Overwegende dat de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een verlenging voor onbepaalde tijd heeft toegestaan ;

Overwegende dat Citydev.brussels partij is bij de overeenkomst in haar hoedanigheid van ontwikkelingscoördinator van de totale site van het Weststation ;
Overwegende dat er bijgevolg een preciaire bezettingsovereenkomst moet worden gesloten tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in aanwezigheid van Citydev.brussels ;
Overwegende dat de overeenkomst voorgelegd werd aan de dienst Juridische Zaken ;
Gelet op de artikelen 117 en 232 van de Nieuwe Gemeentewet ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Het ontwerp van overeenkomst goed te keuren voor de preciaire bezetting van Molenwest square, gelegen Alphonse Vandenpeereboomstraat 193 te 1080 Sint-Jans-Molenbeek, tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de Grondregie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in aanwezigheid van Citydev.brussels.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.

Abdelkarim Haouari entre en séance / treedt in zitting.

Khadija Zamouri quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0010

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Convention entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et Bruxelles Mobilité concernant les travaux pour la réalisation et la mise en oeuvre d'une partie du Plan Lumière dans les zones prioritaires de la Zone de Revitalisation Urbaine, à savoir le réaménagement de l'éclairage sur le site des Etangs Noirs à Molenbeek-Saint-Jean - Opération 1.10. - Désignation de Bruxelles Mobilité - Modification de la convention.

LE CONSEIL,

Vu la décision du Conseil Communal du 19.05.2021 décidant e.a. :

- Article 1 :

D'approuver la convention entre Bruxelles Mobilité et la commune de Molenbeek-Saint-Jean relative à la réalisation et la mise en oeuvre d'une partie du Plan Lumière sur les zones prioritaires de la Zone de Revitalisation Urbaine à Molenbeek-Saint-Jean, à savoir

- la mise en place d'une contre-plongée de lignes de lumière au niveau des mitoyens sur la partie sud de la chaussée de Gand entre le rond-point et la rue de la Carpe (points lumineux en façade);

- la mise en place d'un ensemble de projecteurs sur les poteaux existants de la chaussée de Gand longeant la place des Etangs Noirs.

(...)

- Article 3 :

D'approuver les documents reprenant les prescriptions techniques de base relatives au réaménagement de l'éclairage sur le site Etangs Noirs dans le cadre du 'Plan Lumière', à savoir:

- la mise en place d'une contre-plongée de lignes de lumière au niveau des

mitoyens sur la partie sud de la chaussée de Gand entre le rond-point et la rue de la Carpe (points lumineux en façade);

- la mise en place d'un ensemble de projecteurs sur les poteaux existants de la chaussée de Gand longeant la place des Etangs Noirs, joints à la présente délibération pour en faire partie intégrante.

Considérant que Bruxelles Mobilité, sise CCN (Gare du Nord), Rue du Progrès, 80 à 1035 Bruxelles, se déclare dans l'incapacité de réaliser l'éclairage dit "décoratif" correspondant aux points lumineux en façade pour cause de manque de personnel qualifié ;

Considérant qu'un courrier a été adressé à la Ministre Van den Brandt le 7.02.2022 afin de demander que l'entièreté du programme prévu soit exécuté, ce courrier étant resté sans réponse ;

Considérant que Bruxelles Mobilité a un droit exclusif pour effectuer les installations d'éclairage public sur les voiries régionales et que la Commune ne peut donc pas la supplanter dans l'exécution de ses obligations ;

Considérant qu'une partie des interventions peut avoir lieu, à savoir "la mise en place d'un ensemble de projecteurs sur les poteaux existants de la chaussée de Gand longeant la place des Etangs Noirs";

Considérant que Bruxelles Mobilité a accepté la modification des termes de la convention annexée ;

Considérant que Bruxelles Mobilité prendra en charge tous les frais liés à l'exécution de l'opération mentionnée dans la convention ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la modification de la convention entre Bruxelles Mobilité et la commune de Molenbeek-Saint-Jean relative à la réalisation et la mise en oeuvre d'une partie du Plan Lumière sur les zones prioritaires de la Zone de Revitalisation Urbaine à Molenbeek-Saint-Jean, à savoir : le retrait des obligations concernant la mise en place d'une contre-plongée de lignes de lumière au niveau des mitoyens sur la partie sud de la chaussée de Gand entre le rond-point et la rue de la Carpe (points lumineux en façade).

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Overeenkomst tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en Brussel Mobiliteit betreffende de werken voor de realisatie en het uitvoeren van een deel van het Lichtplan in de prioritaire zones binnen de Zone voor Stedelijke Herwaardering, met name de herinrichting van de verlichting op de site van Zwarte Vijvers te Sint-Jans-Molenbeek - Operatie 1.10. - Aanduiding van Brussel Mobiliteit - Wijziging van de overeenkomst.

DE RAAD,

Gezien de beraadslaging van de Gemeenteraad van 19.05.2021 tijdens welke o.a. beslist werd :

- Artikel 1 :

De overeenkomst tussen Brussel Mobiliteit en de gemeente Sint-Jans-

Molenbeek met betrekking tot de realisatie en het uitvoeren van een deel van het Lichtplan in de prioritaire zones binnen de Zone voor Stedelijke Herwaardering in Sint-Jans-Molenbeek goed te keuren, te weten:

- de plaatsing van lichtlijnen die schuin omhoog schijnen op het niveau van de gemene muren op het zuidelijk deel van de Gentsesteenweg tussen het rondpunt en de Karperstraat (lichtpunten op de gevel) ;
 - de plaatsing van een geheel aan projectoren op de bestaande palen van de Gentsesteenweg die langs het Zwarte Vijversplein lopen ;
- (...)

• Artikel 3:

De documenten goed te keuren die de technische basisvoorschriften betreffende de herinrichting van de verlichting van de site Zwarte Vijvers omvatten, te weten:

- de plaatsing van lichtlijnen die schuin omhoog schijnen op het niveau van de gemene muren op het zuidelijk deel van de Gentsesteenweg tussen het rondpunt en de Karperstraat (lichtpunten op de gevel);
- de plaatsing van een geheel aan projectoren op de bestaande palen van de Gentsesteenweg die langs het Zwarte Vijversplein lopen, die aan deze beslissing worden toegevoegd en er integraal deel van uitmaken.

Overwegende dat Brussel Mobiliteit, gevestigd te CCN (Noordstation), Vooruitgangstraat 80, 1035 Brussel, verklaart niet in staat te zijn de zogenaamde "decoratieve" verlichting die overeenkomt met de lichtpunten op de gevels uit te voeren wegens gebrek aan gekwalificeerd personeel ;

Overwegende dat op 7 februari 2022 een brief aan Minister Van den Brandt werd gestuurd met het verzoek het gehele geplande programma uit te voeren, maar dat deze brief onbeantwoord is gebleven ;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit een exclusief recht heeft op de uitvoering van openbare verlichtingsinstallaties op gewestwegen en dat de gemeente haar dus niet kan vervangen bij de uitvoering van haar verplichtingen ;

Overwegende dat een deel van de werkzaamheden kan worden uitgevoerd, namelijk "de plaatsing van een geheel aan projectoren op de bestaande palen van de Gentsesteenweg die langs het Zwarte Vijversplein lopen" ;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit de wijziging van de bewoordingen van de bijgevoegde overeenkomst heeft aanvaard ;

Overwegende dat Brussel Mobiliteit alle kosten in verband met de uitvoering van de operatie vermeld in de overeenkomst op zich zal nemen ;

BESLUIT :

Enig artikel :

Goedkeuring te geven aan de wijziging van de overeenkomst tussen Brussel Mobiliteit en de gemeente Sint-Jans-Molenbeek betreffende de werken voor de realisatie en het uitvoeren van een deel van het Lichtplan in de prioritaire zones binnen de Zone voor Stedelijke Herwaardering in Sint-Jans-Molenbeek, namelijk : de intrekking van de verplichtingen met betrekking tot de plaatsing van lichtlijnen die schuin omhoog schijnen op het niveau van de gemene muren op het zuidelijk deel van de Gentsesteenweg tussen het rondpunt en de Karperstraat (lichtpunten op gevels) ;

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

23.11.2022/A/0011

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement urbain - PTI 2022-2024 -
Marché de travaux relatif au réaménagement de façade à façade de la rue de
l'Indépendance avec création d'une piste cyclable et végétalisation partielle de la
voirie - Fixation et approbation des conditions du marché - CDC 22.023.

LE CONSEIL,

Vu sa décision en date du 26.10.2022 décidant:

Article unique :

De présenter les dossiers suivants au Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale dans le cadre du programme triennal d'investissement 2022-2024 :

- Projet n°01 : « Rénovation du bâtiment communal rue de l'Intendant »;
- Projet n°02 : « Réaménagement espace public Pythagoras »;
- Projet n°03 : « Eclairage Decock – espace public »;
- Projet n°04 : « Réaménagement de façade à façade de la rue de l'Indépendance »;
- Projet n°05 : « Réaménagement de façade à façade de la rue Osseghem entre les avenues des Tamaris et Brigade Piron ».

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics ;

Vu l'arrêté royal du 15 avril 2018 modifiant plusieurs arrêtés royaux en matière de marchés publics et de concessions et adaptant un seuil dans la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu l'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale en date du 16 juillet 1998 relative à l'octroi de subsides destinés à encourager la réalisation d'investissements d'intérêt public ;

Considérant que ce projet a été inscrit au programme triennal d'investissement (PTI) 2022-2024 car la rue de l'Indépendance nécessite un réaménagement complet;

Considérant que pour procéder à l'exécution des travaux en vue du réaménagement de la rue de l'Indépendance avec création d'une piste cyclable et végétalisation partielle de la voirie, il y a lieu de lancer un marché de travaux ;

Prend connaissance des documents du marché, à savoir du cahier des charges et de ses annexes ainsi que de l'avis de marché établis à cet effet par le Département Infrastructures et Développement Urbain ;

Considérant que la dépense peut être estimée à 1.672.126,22 EUR HTVA (TVA 21% soit 351.146,51 EUR), soit 2.023.272,73 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 2.225.600 EUR ;

Considérant que les crédits nécessaires seront inscrits à l'article 4210/731/60 du budget extraordinaire de l'exercice 2023 sous réserve d'approbation du budget 2023 par le Conseil communal ainsi que par la Tutelle et que sous réserve de l'obtention des subsides, la dépense sera couverte de la manière suivante :

- 1.000.000 EUR par emprunts (84.941,50 EUR + 915.058,50 EUR)
- 376.185,00 EUR par le subside Fonds Bike in Brussels
- 849.415 EUR par le PTI

Considérant que le présent marché de travaux peut être passé par la procédure ouverte conformément à l'article 36, §1^{er} de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Vu l'art. 234, alinéa 1 de la Nouvelle Loi communale ;

DECIDE :

Article 1

D'approuver les documents du marché, à savoir le cahier des charges et ses annexes ainsi que l'avis de marché établis par le Département Infrastructures et Développement Urbain relatifs au marché de travaux en vue du réaménagement de la rue de l'Indépendance avec création d'une piste cyclable et végétalisation partielle de la voirie ;

Article 2

De passer le marché de travaux par la procédure ouverte belge conformément à l'article 36, §1^{er} de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics ;

Article 3

D'approuver la dépense estimée à 1.672.126,22 EUR HTVA (TVA 21% soit 351.146,51 EUR), soit 2.023.272,73 EUR TVAC, augmentée d'une marge de 10% arrivant à un montant total de 2.225.600 EUR.

Le Conseil approuve le point.

33 votants : 23 votes positifs, 10 abstentions.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling

Departement Infrastructuur en Stedelijke ontwikkeling - Driejarenplan 2022-2024 - Opdracht voor werken betreffende de heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat met creatie van een fietspad en gedeeltelijke vergroening van de wegenis - Vaststelling en goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - Bestek 22.023.

DE RAAD,

Gelet op haar beslissing van 26.10.2022 waarbij beslist werd:

Enig artikel :

De volgende dossiers aan het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest voor te stellen in het kader van het driejarig investeringsprogramma 2022-2024:

- Project nr 01 : « Renovatie van het gemeentelijk gebouw Opzichterstraat » ;
- Project nr 02 : « Heraanleg van de openbare ruimte Pythagoras » ;
- Project nr 03 : « Verlichting Decock – openbare ruimte » ;
- Project nr 04 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat » ;
- Project nr 05 : « Heraanleg van gevel tot gevel van de Osseghemstraat tussen de Tamarisken- en de Brigade Pironlaan ».

Gezien de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren

van 18 april 2017 ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten ;

Gezien het Koninklijk Besluit van 15 april 2018 tot wijziging van meerdere koninklijke besluiten op het vlak van overheidsopdrachten en concessies en tot aanpassing van een drempel in de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten, bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies ;

Gelet op de ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest d.d. 16 juli 1998 betreffende de toekenning van subsidies om investeringen van openbaar nut aan te moedigen;

Overwegende dat dit project werd ingeschreven in het driejarig investeringsprogramma (DIP) 2022-2024 want de Onafhankelijkheidsstraat moet volledig heraangelegd worden;

Overwegende dat om te kunnen overgaan tot de uitvoering van de werken betreffende de heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat met de creatie van een fietspad en gedeeltelijke vergroening van de wegenis, er nood is aan het lanceren van een opdracht voor werken;

Neemt kennis van de documenten van de opdracht, met name het bestek en de bijlagen, alsook de aankondiging van de opdracht hiertoe opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling;

Overwegende dat de uitgave geraamd kan worden op een bedrag van 1.672.126,22 EUR btw excl. (btw 21 % met name 351.146,51 EUR), hetzij 2.023.272,73 EUR btw incl., vermeerderd met een marge van 10% komende op een totaal bedrag van 2.225.600 EUR;

Overwegende dat de nodige kredieten zullen ingeschreven zijn op artikel 4210/731/60 van de buitengewone begroting van dienstjaar 2023 onder voorbehoud van goedkeuring van de begroting 2023 door de Gemeenteraad en door de Voogdij en dat onder voorbehoud van het verkrijgen van de subsidies, de uitgave zal gedekt worden als volgt:

- 1.000.000 EUR door leningsgelden (84.941,50 EUR + 915.058,50 EUR)
- 376.185 EUR door de subsidie Fonds Bike in Brussels
- 849.415 EUR door de DIP

Overwegende dat deze opdracht voor werken gegund mag worden via een openbare procedure in overeenstemming met artikel 36, §1 van de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten;

Gelet op art. 234 alinea 1 van de Nieuwe Gemeentewet;

B E S L U I T :

Artikel 1

De opdrachtdocumenten, met name het bestek en de bijlagen alsook de aankondiging van de opdracht, opgesteld door het Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling betreffende de opdracht voor werken betreffende de heraanleg van gevel tot gevel van de Onafhankelijkheidsstraat met de creatie van een fietspad en gedeeltelijke vergroening van de wegenis, goed te keuren ;

Artikel 2

De opdracht via een Belgische openbare procedure te plaatsen overeenkomstig artikel 36, §1 van de Wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten ;

Artikel 3

De globale uitgave geraamd op een bedrag van 1.672.126,22 EUR btw excl. (btw 21 % met name 351.146,51 EUR), hetzij 2.023.272,73 EUR btw incl., vermeerderd met

een marge van 10% komende op een totaal bedrag van 2.225.600 EUR goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

33 stemmers : 23 positieve stemmen, 10 onthoudingen.

Mohamed El Bouazzati quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0012

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Propriétés communales - Alliance Habitat - Projet Condor - Convention entre la
Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, la SCRL
Le Logement Molenbeekois et la SLRB pour la réalisation de nouveaux
logements en Région de Bruxelles Capitale.**

LE CONSEIL,

Vu la délibération du Conseil Communal du 20/12/2017 décidant e.a. :

Article 1 :

D'approuver la convention tripartite établie entre la SLRB, la SC Le Logement Molenbeekois et la Commune permettant la constitution d'un droit de superficie au profit du Logement Molenbeekois pour une durée de 50 ans.

Considérant que ladite convention n'a jamais été signée par les parties en raison de nouvelles négociations menées entre elles ;

Considérant la nécessité d'approuver la nouvelle convention issue de ces négociations ;

Considérant qu'une des solutions à la crise du logement que connaissent de nombreux bruxellois réside dans l'accroissement de l'offre de logements publics et qu'il s'agit là de l'objet de la convention, par la réalisation de logements sociaux et d'équipements collectifs ;

Considérant l'accord du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale en sa séance du 29 octobre 2015 pour que puisse être confiée à la SLRB la maîtrise d'ouvrage d'un projet de construction de logements sociaux sur un terrain appartenant à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que la commune de Molenbeek-Saint-Jean est propriétaire des terrains situés entre l'avenue du Condor et le boulevard L. Mettwie dont les références cadastrales sont les suivantes : 4^{ème} division-Section C, parcelles 308G et 308N ;

Considérant que la convention a pour objet de fixer les droits et obligations de chaque partie dans le cadre des études et des travaux de construction de 57 logements sociaux, de 37 emplacements de parking, d'un équipement collectif, d'un logement de fonction (concierge) et d'aménagement d'un parc public sur les terrains susmentionnés ;

Considérant que la convention a également pour objet de fixer les modalités de la vente des terrains à intervenir entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean et la SCRL Le Logement Molenbeekois ;

Considérant le permis d'urbanisme délivré à la SLRB en date du 13 mai 2020 ;

Vu la délibération du Collège des Bourgmestre et Echevins du 28 octobre 2021 décidant :

Article 1 :

D'autoriser la SLRB à procéder au démarrage du chantier dans le cadre du projet Condor.

Article 2 :

De charger l'Echevin des Propriétés communales, le service des propriétés

communales, la DIDU et le service des Affaires juridiques de veiller au suivi de l'établissement de la nouvelle convention.

Article 3:

De notifier à la SLRB qu'au cas où elle prendra en charge tous les risques et couts liés à la non conclusion de la convention et conséquemment à celle-ci cette dernière n'exigera aucun dommage à la commune et assurera la remise en pristin état du terrain.

Considérant que les parcelles appartenant à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean ne seront pas vendues dans leur entièreté mais que cela ne concerne que l'assiette des immeubles de logement sociaux et du pavillon (équipement collectif + conciergerie), ainsi que les abords privés aux logements jusqu'aux limites telles que définies dans les plans ci-joints ;

Considérant que certaines parties du parking souterrain à construire dépasseront de l'assiette des deux immeubles mais qu'en surface cette superficie restera propriété publique, entretenue par la Commune ;

Considérant qu'il a été tenu compte par le CAIR des surfaces en sous-sol destinées au parking dans son estimation du prix des parcelles établie comme suit :

- Valeur vénale du projet résidentiel sis en front du bd L. Mettewie (308H) : 1.545.000 EUR
- Valeur vénale du projet pavillon sis bd L. Mettewie (308K) : 98.000 EUR
- Valeur vénale du projet résidentiel sis av. du Condor (308G) : 1.330.000 EUR,

Soit un total de 2.973.000 EUR ;

Considérant que suite à la désaffectation de la languette d'espace public (chemin n°29) qui séparait les parcelles 308K et 308H, les deux anciennes parcelles et le chemin ont été réunis en une seule parcelle 308N ;

Considérant que l'estimation du CAIR a été réalisée comme si le chemin n'existait pas et est donc conforme à la situation de la nouvelle parcelle 308N (anciennement 308K et 308H).

Considérant qu'il est dès lors nécessaire d'autoriser la SLRB à construire en sous-sol des actuelles parcelles 308G et 308N et des futures parcelles qui résulteront de la division parcellaire à venir de ces deux parcelles ;

Considérant que l'acte authentique de vente entre la SCRL Le logement Molenbeekois et la Commune de Molenbeek-Saint-Jean concernant ces nouvelles parcelles suivra, celui-ci devra conférer un droit de superficie à titre gratuit au profit de la SCRL Le logement Molenbeekois pour les parties du parking souterrain qui dépassent de l'assiette des deux immeubles Condor et Mettewie ;

Considérant que la SCRL Le Logement Molenbeekois prendra en charge à 100% les démarches liées à la passation de l'acte authentique de vente et notamment les frais relatifs à l'opération, à l'exception des frais de délivrance qui sont à charge du vendeur ;

Considérant que la SLRB se charge de la précadastration des parcelles ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean fournira pour l'acte authentique de vente les attestations du sol pour chacune des nouvelles parcelles et que la SLRB s'engage à assurer le suivi, la gestion et les frais relatifs à une éventuelle modification de catégorie de sol ;

Considérant que la Commune de Molenbeek-Saint-Jean sera consultée pour toutes les opérations concernant l'aménagement du parc public, y compris pour l'octroi des réceptions provisoire et définitive ;

Considérant que la recette est inscrite à l'art. 9220/761-60 du budget extraordinaire 2022 ;

DECIDE:

Article 1 :

D'approuver la conclusion de la Convention entre la Région de Bruxelles-Capitale, la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, la SCRL Le Logement Molenbeekois et la SLRB pour la réalisation de nouveaux logements en Région de Bruxelles Capitale.

Article 2 :

D'approuver la vente d'une partie des terrains situés entre l'avenue du Condor et le boulevard L. Mettewie dont les références cadastrales sont les suivantes : 4^{ème} division-Section C, parcelles 308G et 308N à 1080 Molenbeek-Saint-Jean, telle que définie dans le plan ci-annexé pour un montant de 2.973.000,00 EUR, correspondant à la valeur vénale desdits biens et l'acte de superficie pour les parties où le parking dépasse de l'assiette des bâtiments ;

Article 3 :

De charger le service juridique de veiller à l'établissement de l'acte authentique de vente.

La présente décision sera transmise à l'autorité de tutelle conformément à l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative des communes de la Région de Bruxelles-Capitale.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 28 votes positifs, 4 abstentions.

**Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Gemeentelijke Eigendommen - Alliantie Wonen - Condorproject - Overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de CVBA Le Logement Molenbeekois en de BGHM voor de bouw van nieuwe woningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**

DE RAAD,

Gelet op de beraadslaging van de Gemeenteraad van 20/12/2017 waarbij o.a. is besloten:

Artikel 1:

Goedkeuring van de tripartiete overeenkomst tussen de BGHM, de BV "Le Logement Molenbeekois" en de gemeente die de opbouw van een opstalrecht ten gunste van 'Le Logement Molenbeekois' voor een periode van 50 jaar mogelijk maakt.

gezien deze overeenkomst nooit door de partijen is ondertekend wegens nieuwe onderhandelingen tussen hen;

Gezien de noodzaak om de nieuwe overeenkomst die uit deze onderhandelingen voortvloeit goed te keuren;

Gezien het feit dat een van de oplossingen voor de huisvestingscrisis van vele Brusselaars ligt in het vergroten van het aanbod van publieke woningen en dat dit het doel van de overeenkomst is, via de bouw van sociale woningen en openbare voorzieningen;

Gezien de instemming van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering in haar vergadering van 29 oktober 2015 om de BGHM te belasten met het projectbeheer van een project voor sociale woningbouw op een terrein dat toebehoort aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de gemeente Sint-Jans-Molenbeek eigenaar is van het terrein gelegen tussen de Condorlaan en de L. Mettewielaan, waarvan de kadastrale gegevens als volgt zijn: 4e afdeling-Sectie C, percelen 308G en 308N;

Gezien de overeenkomst tot doel heeft de rechten en verplichtingen van elke partij

vast te leggen in het kader van de studies en werken voor de bouw van 57 sociale woningen, 37 parkeerplaatsen, een collectieve voorziening, een functionele wooneenheid (conciërge) en de aanleg van een openbaar park op voornoemde percelen;

Gezien het feit dat de overeenkomst tevens tot doel heeft de modaliteiten voor de verkoop van het terrein tussen de gemeente Sint-Jans-Molenbeek en de CVBA "Le Logement Molenbeekois" vast te leggen;

Gezien de op 13 mei 2020 aan de SLRB verleende bouwvergunning;

Gezien de beraadslaging van het College van Burgemeester en Schepenen van 28 oktober 2021 waarbij werd besloten:

Artikel 1:

De BGHM te machtigen om de bouwplaats in het kader van het Condor-project op te starten.

Artikel 2:

De Schepenen voor de Gemeentelijke eigendommen, de dienst Gemeentelijke eigendommen, de DIDU en de dienst Juridische Zaken op te dragen de opstelling van de nieuwe overeenkomst op te volgen.

Artikel 3:

De BGHM ervan in kennis stellen dat zij, indien zij alle risico's en kosten in verband met het niet sluiten van de overeenkomst en als gevolg van deze overeenkomst op zich neemt, geen schadevergoeding van de gemeente zal eisen en zal zorgen voor het herstel van het terrein in zijn oorspronkelijke staat.

Gezien de percelen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek niet in hun geheel zullen worden verkocht, maar dat het alleen gaat om de basis van de gebouwen voor sociale huisvesting en het paviljoen (collectieve uitrusting + conciërgewoning), alsmede om de privé-aansluitingen van de woningen, binnen de grenzen zoals bepaald in de bijgevoegde plannen;

Gezien bepaalde delen van de te bouwen ondergrondse parkeergarage de basis van de twee gebouwen zullen overschrijden, maar dat de oppervlakte openbaar eigendom zal blijven, die door de gemeente wordt onderhouden;

Overwegende dat het CAIR bij zijn raming van de prijs van de percelen rekening heeft gehouden met de voor de parkeergarage bestemde ondergrondse oppervlakten, die als volgt zijn vastgesteld:

- Marktwaaarde van het woonproject gelegen voor de L. Mettewielaan (308H): 1.545.000 EUR

- Marktwaaarde van het paviljoenproject op de L. Mettewielaan (308K): 98.000 EUR

- Marktwaaarde van het woonproject gelegen in de Condorlaan (308G): 1.330.000 EUR,

d.w.z. in totaal 2.973.000 EUR;

Overwegende dat, ten gevolge van de desaffectatie van de weg van de openbare ruimte (weg n° 29) die de twee percelen 308K en 308H scheidde, de twee oude percelen en de weg weer werden samengevoegd tot één enkel perceel 308N;

Overwegende dat de raming van het CAIR werd gerealiseerd alsof de weg niet bestond et dus conform is aan de situatie van het nieuwe perceel 308N (vroeger 308K en 308H);

Gezien de BGHM derhalve toestemming moet krijgen om in de ondergrond van de huidige percelen 308G en 308N en de toekomstige percelen die zullen voortvloeien uit de toekomstige splitsing van deze twee percelen te bouwen;

Gezien de verkoopakte tussen CVBA "Le logement Molenbeekois" en de gemeente Sint-Jan-Molenbeek betreffende deze nieuwe percelen zal volgen, zal deze akte aan CVBA "Le logement Molenbeekois" een recht van opstal moeten verlenen voor de delen van de ondergrondse parking die verder reiken dan de voet van de twee gebouwen "Condor" en "Mettewie";

Gezien de CVBA "Le Logement Molenbeekois" 100% van de stappen in verband met

de ondertekening van de notariële koopakte en met name de kosten in verband met de operatie voor haar rekening neemt, met uitzondering van de leveringskosten die door de verkoper moeten worden betaald;

Gezien de BGHM verantwoordelijk is voor het aanbrengen van voorgietingen op de percelen;

Gezien de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor elk van de nieuwe percelen de bodemattesten voor de authentieke verkoopakte zal verstrekken en dat de BGHM zich ertoe verbindt de opvolging, het beheer en de kosten in verband met een eventuele wijziging van de bodemcategorie te verzekeren;

Gezien de gemeente Sint-Jans-Molenbeek zal worden geraadpleegd voor alle handelingen betreffende de aanleg van het openbaar park, met inbegrip van de voorlopige en definitieve oplevering;

Gezien de ontvangsten zijn opgenomen in artikel 9220/761-60 van de buitengewone begroting 2022;

BESLIST:

Artikel 1:

De sluiting van de overeenkomst tussen het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, de gemeente Sint-Jans-Molenbeek, de CVBA "Le Logement Molenbeekois" en de BGHM voor de bouw van nieuwe woningen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest goed te keuren.

Artikel 2:

De verkoop van een gedeelte van het terrein gelegen tussen de Condorlaan en de L. Mettewielaan waarvan de kadastrale gegevens als volgt zijn: 4de afdeling-Sectie C, percelen 308G en 308N te 1080 Sint-Jan-Molenbeek, zoals omschreven in bijgevoegd plan voor een bedrag van 2.973.000,00 EUR, overeenstemmend met de marktwaarde van het genoemde goed en de akte van oppervlakte voor de gedeelten waar de parking de basis van de gebouwen overschrijdt, goed te keuren;

Artikel 3:

De juridische dienst de opdracht te geven de authentieke verkoopakte op te stellen.

Deze beslissing moet worden overgemaakt aan de toezichthoudende overheid overeenkomstig artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 tot organisatie van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 28 positieve stemmen, 4 onthoudingen.

Catherine Moureaux quitte la séance / verlaat de zitting.

Jamel Azaoum quitte la séance / verlaat de zitting.

Abdellah Achaoui préside la séance / zit de zitting voor.

23.11.2022/A/0013

**Département Aménagement du Territoire et Gestion Immobilière
Cellule Habitat - Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres - Bilan 2021.**

LE CONSEIL,

Vu le Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le

Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres, signé en juin 2013, et notamment son article 6, relatif à son évaluation annuelle;
Considérant que la Cellule Habitat est chargée au sein de l'Administration communale de la coordination du dispositif ;
Considérant qu'il est proposé au Conseil Communal de prendre acte du bilan 2021 dudit Protocole (comprenant le bilan du CPAS et ECOSOC en annexe), s'agissant d'un volet d'action important pour notre Commune;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Échevins en date du 25.08.2022;

DECIDE

Article 1 :

De prendre acte du bilan 2021 et de ses annexes du Protocole de Collaboration entre la Commune de Molenbeek-Saint-Jean, le Centre public d'Action sociale et la Zone de Police de Bruxelles-Ouest, dans le cadre de la lutte contre les marchands de sommeil et les logements insalubres.

Article 2 :

Suite à la présentation de Mme Thiry des informations supplémentaires seront demandées sur le modèle de Schaerbeek.

Le Conseil prend acte.

Departement Ruimtelijke Ordening en Vastgoedbeheer
Habitat Cel - Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen - Balans 2021.

DE RAAD,

Beleefde op het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen, ondertekend in juni 2013, en vooral artikel 6, betreffende de jaarlijkse evaluatie ervan;
Overwegende dat de Habitat Cel, binnen het Gemeentebestuur, bevoegd is voor de coördinatie van deze regeling;
Overwegende dat op de Gemeenteraad werd voorgesteld om akte te nemen van de balans 2017 van het genoemde Protocol (omvattende de balans van het OCMW en COSOC in bijlage), die een belangrijke luik van actie betreft voor onze Gemeente;
Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen van 25.08.2022;

Artikel 1 :

Akte te nemen van de balans 2021 en bijlagen van het Samenwerkingsprotocol tussen de Gemeente Sint-Jans-Molenbeek, het Openbaar Centrum voor Maatschappelijk Welzijn en de Politiezone Brussel-West, in het kader van de strijd tegen de huisjesmelkers en de ongezonde woningen.

Artikel 2 :

De navolging van de presentatie van Mevrouw Thiry zullen bijkomende inlichtingen worden gevraagd op hetgeen in Schaerbeek wordt gedaan.

De Raad neemt akte.

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Cellule de Coordination des crèches - Projet pédagogique - Crèche Les Petits Poucets.

LE CONSEIL,

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 17 décembre 2003 concernant le code de qualité demande à chaque milieu d'accueil d'élaborer un projet d'accueil où sont développés les choix (méthodologie, pédagogie, philosophie, ...) et les pratiques (gestes, paroles, attitudes, ...) en matière d'éducation; Considérant que, dans la conception d'un milieu d'accueil, le projet d'accueil constitue un outil indispensable puisque, sur base du projet pédagogique approuvé, l'ONE délivre, pour une période de 3 ans, une attestation de qualité à chaque milieu d'accueil; Considérant que cette attestation d'accueil est une condition sine qua non pour le calcul et le paiement des subsides à la Commune par l'ONE;

Considérant que chaque milieu d'accueil, tout en respectant sa propre entité, doit évoluer dans le temps et placer l'enfant au centre de ses préoccupations et de son fonctionnement; qu'il doit présenter un projet clair en considérant l'enfant comme sujet, comme un être humain avec tout le respect, les égards, la sollicitude dus à un être fragile, dépendant, construisant les bases de sa personne;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, art. 20. § 1er. Le milieu d'accueil établit un projet d'accueil et en délivre copie aux personnes qui confient l'enfant, le cas échéant, sous une forme synthétique et aisément lisible. Dans tous les cas, il tient la version complète à disposition des personnes qui confient l'enfant qui le demandent;

Considérant que le projet pédagogique 2019-2022 de la crèche Les Petits Poucets a été approuvée par le Conseil du 20 mars 2019;

Considérant que le nouveau projet pédagogique est prêt à être approuvé ainsi que la version synthétique simplifiée ;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver le nouveau projet pédagogique de la crèche Les Petits Poucets ci-annexé, ainsi que la version sous forme synthétique simplifiée destinée aux parents.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Cel coördinatie Crèche - Pedagogisch project - Crèche Les Petits Poucets.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Département Education, Petite Enfance, Sports et Jeunesse
Cellule de Coordination des crèches - Projet Pédagogique - Crèche les Petits Alouettes.

LE CONSEIL,

Considérant que l'Arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 17 décembre 2003 concernant le code de qualité demande à chaque milieu d'accueil d'élaborer un projet d'accueil où sont développés les choix (méthodologie, pédagogie, philosophie, ...) et les pratiques (gestes, paroles, attitudes, ...) en matière d'éducation; Considérant que, dans la conception d'un milieu d'accueil, le projet d'accueil constitue un outil indispensable puisque, sur base du projet pédagogique approuvé, l'ONE délivre, pour une période de 3 ans, une attestation de qualité à chaque milieu d'accueil; Considérant que cette attestation d'accueil est une condition sine qua non pour le calcul et le paiement des subsides à la Commune par l'ONE;

Considérant que chaque milieu d'accueil, tout en respectant sa propre entité, doit évoluer dans le temps et placer l'enfant au centre de ses préoccupations et de son fonctionnement; qu'il doit présenter un projet clair en considérant l'enfant comme sujet, comme un être humain avec tout le respect, les égards, la sollicitude dus à un être fragile, dépendant, construisant les bases de sa personne;

Considérant que l'arrêté du Gouvernement de la Communauté Française du 2 mai 2019 fixant le régime d'autorisation et de subvention des crèches, des services d'accueil d'enfants et des accueillant(e)s d'enfants indépendant(e)s, art. 20. § 1er. Le milieu d'accueil établit un projet d'accueil et en délivre copie aux personnes qui confient l'enfant, le cas échéant, sous une forme synthétique et aisément lisible. Dans tous les cas, il tient la version complète à disposition des personnes qui confient l'enfant qui le demandent;

Vu l'accord de principe du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 05 décembre 2019, d'accepter le principe de transformer le Prégardiennat "Les Petits Alouettes" en Crèche "Les Petits Alouettes" avec un accueil à partir de l'âge minimum de 12 mois (au lieu de 18 mois en prégardiennat);

Vu le décret du 21 février 2019 visant à renforcer la qualité et l'accessibilité de l'accueil de la petite enfance en Communauté française, entré en vigueur le 1er septembre 2019 ;

Considérant que le projet pédagogique 2019-2022 du prégardiennat Les Petites Alouettes a été approuvé par le Conseil le 20 mars 2019 ;

Considérant que le nouveau projet pédagogique de la crèche Les Petits Alouettes Poucets est prêt à être approuvé, ainsi la version sous forme synthétique simplifiée ;

DECIDE:

Article unique :

D'approuver le nouveau projet pédagogique de la crèche Les Petits Alouettes ci-annexé, ainsi que la version sous forme synthétique simplifiée destinée aux parents.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Opvoeding, Kinderopvang, Sport en Jeugd
Cel coördinatie Crèche - Pedagogisch project - Crèche Les Petits Alouettes.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Catherine Moureaux entre en séance / treedt in zitting.

Catherine Moureaux préside la séance / zit de zitting voor.

Finances - Octroi par le FRBRTC de prêts destinés à financer des investissements communaux - Approbation de conventions de prêt

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle Loi communale, notamment son article 117 ;

Considérant l'arrêté du 25 juin 2020 du Gouvernement permettant à l'ensemble des communes bruxelloises de faire appel au FRBRTC durant la période 2020-2022 pour un montant total de 60 millions d'euros afin de financer des investissements en lien avec l'essor démographique ;

Considérant que cet arrêté fixe également pour chaque commune la capacité maximale d'emprunt auquel elle peut faire appel pour financer totalement ou partiellement ces investissements ;

Considérant que ce montant a été arrêté pour la période 2020-2022 à 8.146.960,00 EUR pour la commune de Molenbeek-Saint-Jean ;

Considérant que les 3 projets suivants, inscrits au budget communal 2022, ont été introduits par Molenbeek-Saint-Jean :

- Démolition et reconstruction de l'école communale n°1, sise rue des Quatre-Vents, 71 pour un prêt d'un montant de 4.922.435,00 EUR,
- Construction d'un bâtiment comprenant une salle de sport rue de la Flûte Enchantée, 30 pour un prêt d'un montant de 990.716,00 EUR,
- Construction du Centre de Quartier Pythagoras, avenue de Roovere, 9 pour un prêt d'un montant de 2.233.809,00 EUR ;

Considérant que ces 3 projets ont été attribués dans le cadre d'une procédure de marchés publics et peuvent donc faire l'objet d'une convention de prêt avec le FRBRTC ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins en date du 10.11.2022 ;

DECIDE :

Article 1:

D'approuver les conventions de prêt transmises par le FRBRTC concernant les 3 projets suivants :

- Démolition et reconstruction de l'école communale n°1, sise rue des Quatre-Vents, 71 pour un prêt d'un montant de 4.922.435,00 EUR,
- Construction d'un bâtiment comprenant une salle de sport rue de la Flûte Enchantée, 30 pour un prêt d'un montant de 990.716,00 EUR,
- Construction du Centre de Quartier Pythagoras, avenue de Roovere, 9 pour un prêt d'un montant de 2.233.809,00 EUR ;

Article 2 :

De signer les conventions et de les transmettre au FRBRTC avant le 07.12.2022.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 24 votes positifs, 7 abstentions.

Departement Financiën

Financiën - Toekenning door het BGHGT van leningen bestemd voor de financiering van gemeentelijke investeringen - Goedkeuring van leningsovereenkomsten

DE RAAD,

Gezien de Nieuwe Gemeentewet; vooral artikel 117;

Gezien het regeringsbesluit van 25 juni 2020 waardoor alle Brusselse gemeenten in de periode 2020-2022 een beroep kunnen doen op het BGHGT voor een totaalbedrag van 60 miljoen euro om investeringen in verband met de demografische groei te financieren;

Overwegende dat dit besluit voor elke gemeente ook de maximale leencapaciteit vaststelt waarop zij een beroep kan doen om deze investeringen geheel of gedeeltelijk te financieren;

Overwegende dat dit bedrag voor de periode 2020-2022 is vastgesteld op 8.146.960,00 EUR voor de gemeente Sint-Jans-Molenbeek;

Overwegende dat de volgende 3 projecten, ingeschreven in de gemeentebegroting 2022, door Sint-Jans-Molenbeek zijn ingediend:

- Afbraak en wederopbouw van de gemeenteschool nr. 1, gelegen in de Vier Windenstraat 71, voor een lening van 4.922.435,00 EUR,
- Bouw van een gebouw met een sporthal in de Toverfluitstraat 30 voor een lening van 990.716,00 EUR,
- Bouw van het wijkcentrum Pythagoras, de Rooverelaan 9, voor een lening van 2.233.809,00 EUR;

Overwegende dat deze 3 projecten zijn gegund via een openbare aanbestedingsprocedure en derhalve het voorwerp kunnen uitmaken van een leningovereenkomst met het BGHGT;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen d.d. 10.11.2022;

BESLUIT:

Artikel 1:

De door de FRBRTC ingediende leningovereenkomsten voor de volgende 3 projecten goed te keuren:

- Afbraak en wederopbouw van de gemeenteschool nr. 1, gelegen in de Vier Windenstraat 71, voor een lening van 4.922.435,00 EUR,
- Bouw van een gebouw met een sporthal in de Toverfluitstraat 30 voor een lening van 990.716,00 EUR,
- Bouw van het wijkcentrum Pythagoras, de Rooverelaan 9, voor een lening van 2.233.809,00 EUR;

Artikel 2:

De overeenkomsten ondertekenen en vóór 07.12.2022 aan de FRBRTC toezenden.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 24 positieve stemmen, 7 onthoudingen.

23.11.2022/A/0017

Département Finances

Finances - CPAS - 112-20221027-A-0001 - Modification budgétaire 2022 n°2

LE CONSEIL,

Vu la loi organique des CPAS et en particulier les articles 88 et 111;

Vu la délibération du 27 octobre 2022 du Conseil de l'Action sociale par laquelle celui-ci arrête les chiffres modifiés du budget de l'exercice 2022 du CPAS;

Vu l'avis favorable du Comité de concertation du 20 octobre 2022;

DECIDE :

Article unique :

D'approuver la délibération du 27 octobre 2022 du Conseil de l'Action sociale relative au budget 2022, modifié conformément aux tableaux repris en annexe.

Le point est retiré de l'ordre du jour.

Departement Financiën

Financiën - OCMW - Begrotingswijziging 2022 nr 2

DE RAAD,

Gezien de organieke wet betreffende de OCMW's en in het bijzonder artikels 88 en 111;

Gezien de beraadslaging van 27 oktober 2022 van de Raad voor Maatschappelijk welzijn die de gewijzige cijfers van de begroting 2022 van de OCMW vaststelt;

Gezien het gunstig advies van het overlegcomité van 20 oktober 2022;

BESLUIT :

Enig artikel :

De beraadslaging van 27 oktober 2022 van de Raad voor maatschappelijk welzijn betreffende de gewijzigde begroting 2022, in overeenstemming met de tabellen in bijlage, goed te keuren.

Het punt wordt van de dagorde gehaald.

23.11.2022/A/0018

Département Finances

Marchés Publics - Adhésion à la centrale de marchés de Bruxelles

Environnement pour l'acquisition d'un compacteur pour le Service de la Propreté Publique.

LE CONSEIL,

Vu l'article 117 de la Nouvelle loi communale ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 38, §1, 1°b, et ses arrêtés d'exécution ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques et ses modifications ultérieures ;

Vu l'arrêté royal du 14 janvier 2013 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et ses modifications ultérieures ;

Vu l'article 2, 6° de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics permettant à une centrale de marchés, pouvoir adjudicateur, de passer des marchés de travaux, de fournitures et de services destinés à des pouvoirs adjudicateurs ;

Vu l'article 47 §2 7° a de la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics prévoyant qu'un pouvoir adjudicateur recourant à une centrale de marchés est dispensé d'organiser lui-même une procédure de passation ;

Vu l'article 7 de l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant qu'une centrale de marchés portant la référence BP20/2001 a été établie par l'Agence de Bruxelles Propreté pour l'acquisition de ce type de véhicule portant la référence « Marché public ayant pour objet la fourniture

échelonnée et montage de camions avec benne à immondices de moyenne capacité sur châssis 19 T. (BP 20/2001) » ;
Considérant qu'il est plus rapide pour la commune de recourir à cette centrale de marchés ;
Considérant que les crédits permettant la dépense sont inscrits à l'article budgétaire 1360/743-53 de l'exercice 2022 du budget extraordinaire et que la dépense est financée par un subside portant le numéro de DC 2105/2022 (subside régional en matière de propreté publique);

DECIDE :

Article 1 :

D'adhérer à la centrale de marchés de Bruxelles Environnement pour l'acquisition d'un compacteur de 15m³.

Article 2 :

De passer commande auprès de Bruxelles-Propreté pour l'achat d'un camion compacteur 15m³ sans basculeur.

Article 3 :

De transmettre cette délibération en double exemplaire à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Article 4 :

D'engager la dépense de 215.227,54 TTAC au budget extraordinaire de l'exercice 2022, article 1360/743-53, à couvrir par le DC n°2105/2022 (subside régional en matière de propreté publique) .

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Financiën

Overheids Opdrachten - Toetreding tot de opdrachtcentrale van Leefmilieu Brussel voor de aankoop van een persmachine voor de dienst Openbare Hygiëne.

DE RAAD,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe gemeentewet;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, artikel 38, §1, 1°b en zijn uitvoeringsbesluiten;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 18 april 2017 betreffende de overheidsopdrachten in de klassieke sectoren en zijn latere wijzigingen;

Gelet op het Koninklijk Besluit dd. 14 januari 2013 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en zijn latere wijzigingen;

Gelet op artikel 2, 6° van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten die het mogelijk maakt dat een opdrachtcentrale, aanbestedende overheid, opdrachten van werken, leveringen en diensten plaatst, bestemd voor aanbestedende overheden;

Gelet op artikel 47 §2 7° a van de wet van 17 juni 2016 betreffende de overheidsopdrachten, dat bepaalt dat een aanbestedende overheid die een beroep doet op een opdrachtcentrale vrijgesteld is van de verplichting om zelf een gunningsprocedure te organiseren;

Gelet op artikel 7 van de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Overwegende dat Leefmilieu Brussel een opdrachtcentrale met referentie "Marché public ayant pour objet la fourniture échelonnée et montage de camions avec benne à immondices de moyenne capacité sur châssis 19 T. (BP 20/2001) » voor de aankoop van dit type voertuig wordt vastgesteld ;

Overwegende dat het snelste is voor de gemeente om een beroep op die opdrachtcentrale te doen;

Overwegende dat de uitgave voor deze opdracht voorzien is in het budget van 2022, op artikel 1360/743-53 van de buitengewone dienst; de uitgaven worden

gefinancierd met een subsidie met het nummer DC 2105/2022 (gewestelijke subsidie voor openbare netheid) ;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Om toe te treden tot de opdrachtcentrale van Leefmilieu Brussel voor de aankoop van een perswagen van 15m³

Artikel 2 :

Een bestelling plaatsen bij "Net Brussel" voor de aankoop van een perswagen van 15m³ (zonder rocker).

Artikel 3 :

Deze beraadslaging in tweevoud met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht aan de toezichthoudende overheid over te maken.

Artikel 4 :

De aanwenden van 215.227,54 TTAC zullen gebeuren met het krediet ingeschreven in het begroting van 2022, op artikel 1360/743-53 van de buiten gewone dienst, gedekt door subsidie (DC 2105/2022) (gewestelijke subsidie voor openbare netheid).

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Jamel Azaoum entre en séance / treedt in zitting.

23.11.2022/A/0019

Prévention et Vie Sociale

Evènements - Comité de quartier « Le Maritime » - Octroi d'un subside.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides approuvé par le Conseil communal en sa séance du 23 mai 2018 ;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à l'octroi de subsides ponctuels d'un montant d'une valeur égale ou inférieure à 1.500 EUR, en vertu du chapitre 2 du règlement communal établissant les règles générales d'octroi de subsides directement accordés par l'Administration communale de Molenbeek-Saint-Jean en faveur d'un bénéficiaire dans les limites des crédits budgétaires;

Considérant que le Comité de quartier « Le Maritime » sollicite une aide financière de 500,00 EUR pour l'organisation d'une journée consacrée aux enfants du quartier Maritime sur le thème de la Saint-Nicolas ;

Considérant que les crédits nécessaires sont disponibles à l'article 7630/332/02 du budget de l'exercice 2022 ;

DECIDE:

Article 1:

D'octroyer le subside suivant :

Le Comité de quartier Le Maritime

500,00

€

Mahieux Jean Louis

41, rue Vanderstichelen

1080 Bruxelles

BE60 0016 7272 3570

Article 2 :

De réserver la dépense de €500,00 à l'article 7630/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2022

La présente délibération sera transmise aux services de :

- Finances
- Caisse communale

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Evenementen - Toekenning van een toelage: wijkcomité "Maritime".

DE RAAD,

Overwegende dat de beslissingen van het college van burgemeesters en schepenen betreffende de toekenning van eenmalige subsidies voor een bedrag gelijk aan of minder dan 1.500 EUR, overeenkomstig hoofdstuk 2 van de gemeentelijke verordening tot vaststelling van de algemene regels voor de toekenning van subsidies die rechtstreeks door het gemeentebestuur Sint-Jans-Molenbeek aan een begunstigde worden toegekend binnen de grenzen van de begrotingskredieten;

Overwegende de oudervereniging "wijkcomité Maritime" een financiële steun vraagt voor de organisatie van een dag gewijd aan de kinderen van de maritieme wijk voor het thema van Saint-Nicolas;

Overwegende dat een krediet van € 500,00 ingeschreven is onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2022;

BESLIST:

Artikel 1 :

een subsidie van € 500,00 toe te kennen aan:

Maritime

Mahieux Jean Louis
41, Vanderstichelenstraat
1080 Brussels

BE60 0016 7272 3570

Wijkcomité
€ 500,00

Artikel 2 :

de uitgave van €500,00 uitgeven onder artikel 7630/332/02 van de gewone begroting 2022.

De onderhavige beraadslaging zal worden overgemaakt aan de volgende diensten:

- Dienst Boekhouding,
- Dienst Gemeentekas

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Michel Eylenbosch quitte la séance / verlaat de zitting.

Culture française - Subvention ponctuelle en faveur de asbl Marbel - Soutien à l'organisation du Nouvel An Amazigh 2023.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal du 23 mai 2018 ;

Vu la demande de subside datée du 20 septembre 2022 dans laquelle Monsieur Mohamed El Hamouti, représentant l'asbl Marbel, située avenue de la Liberté,74 à 1080 Bruxelles, numéro d'entreprise 0631 884 526, IBAN BE10 0017 6656 4404, sollicite la Commune pour la mise à disposition de la salle La Grange Karreveld ainsi qu'un soutien financier pour y organiser le nouvel an Amazigh le vendredi 13 janvier 2023;

Considérant que le service Cultures-Culture française souhaite soutenir la démarche de l'organisateur de proposer à Molenbeek-St-Jean un Nouel An Amazigh festif, en participant à concurrence de 5.000,00 € à la bonne organisation de cette manifestation culturelle ;

Considérant que ce montant de 5.000,00€ est disponible à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire 2022 pour les activités culture française ;

Considérant qu'une telle manifestation s'inscrit parfaitement dans la politique culturelle de la Commune ;

DECIDE :

Article unique :

De soutenir l'organisateur du Nouvel An Amazigh le 13 janvier 2023 au château du Karreveld (mise à disposition gracieuse) à concurrence d'un montant de 5.000,00€ au profit de l'asbl Marbel, située avenue de la Liberté,74 à 1080 Bruxelles, numéro d'entreprise 0631 884 526, IBAN BE10 0017 6656 4404 et ce à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven**Franstalige cultuur - Subsidie voor vzw Marbel - Ondersteuning voor de organisatie van het Amazigh Nieuwjaarsfeest 2023.**

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies aangenomen door de gemeenteraad, tijdens de zitting van 23 mei 2018;

Gelet op het volledige dossier ingediend op 20 september 2022, waarin Mohamed El Hamouti, vertegenwoordiger voor vzw Marbel, Vrijheidlaan,74 - 1080 Brussel, bedrijfsnummer 0631 884 526, IBAN BE10 0017 6656 4404 een financiële steun van de gemeente vraagt voor de organisatie van een Amazigh Nieuwjaarsfeest in het Karreveldkasteel op 13 januari 2023;

Overwegende dat de dienst culturen-Franstalige cultuur het initiatief om in Sint-Jans-Molenbeek een Amazigh Nieuwjaarsfeest wil ondersteunen door bij te dragen in de organisatiekosten voor een bedrag van 5.000,00€ voor de bijzondere programmatie;

Overwegende dat de nodige kredieten beschikbaar zijn op het artikel 7620/332-02 « Franstalige Cultuur –Activiteiten» van de gewone begroting 2022;

BESLUIT :

Enig Artikel :

Een steun van 5.000,00€ toe te kennen aan vzw Marbel, Vrijheidlaan,74 - 1080 Brussel, bedrijfsnummer 0631 884 526, IBAN BE10 0017 6656 4404, voor de organisatiekosten van een Amazigh Nieuwjaarsfeest op 13 januari 2023 in het Karreveldkasteel en dit bedrag van 5.000,00 € te reserveren op het artikel 7620/332-02 « Franstalige cultuur – Activiteiten » van de gewone begroting 2022.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Michel Eylenbosch entre en séance / treedt in zitting.

23.11.2022/A/0021

Prévention et Vie Sociale

Culture française - Subvention ponctuelle en faveur de asbl Chamber Music of Europe - Programme 2022 d'animations musicales dans les résidences pour seniors à Molenbeek-St-Jean.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal du 23 mai 2018 ;

Vu la demande de subside datée du 20 août 2022 dans laquelle Madame Catherine Danel, représentant l'asbl Chamber Music of Europe, située rue Mommaerts 4 à 1080 Bruxelles, numéro d'entreprise 0488 731 896, IBAN BE75 0682 1211 2351, sollicite le soutien de la Commune pour proposer une série d'animations musicales (28 au total) dans les homes et séniories implantées sur le territoire communal ;

Considérant que le service Cultures-Culture française souhaite soutenir la démarche des organisateurs d'introduire ces moments musicaux de qualité dans les environnements clos de ces résidences, en participant à concurrence de 3.500,00 € à la bonne organisation de cette programmation particulière ;

Considérant que ce montant de 3.500,00 € est disponible à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire 2022 pour les activités culture française ;

Considérant qu'une telle manifestation s'inscrit parfaitement dans la politique culturelle de la Commune ;

DECIDE :

Article unique :

De soutenir les organisateurs du programme d'animations musicales dans les séniories molenbeekoises à concurrence d'un montant de 3.500,00€ au profit de l'asbl Chamber Music of Europe, située rue Mommaerts 4 à 1080 Bruxelles, numéro d'entreprise 0488 731 896, IBAN BE75 0682 1211 2351 à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le point.

32 votants : 32 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Franstalige cultuur - Subsidie voor vzw Chamber Music of Europe, Muzikale interventies in rust-en verzorgingstehuizen voor senioren in Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies aangenomen door de gemeenteraad, tijdens de zitting van 23 mei 2018;

Gelet op het volledige dossier ingediend op 20 augustus 2022, waarin Mvr Catherine Danel, vertegenwoordiger voor vzw Chamber Music of Europe, Mommaertsstraat 4 - 1080 Brussel, 0488 731 896, IBAN BE75 0682 1211 2351, een financiële steun van de gemeente vraagt voor de organisatie van een reeks muzikale interventies (28 in totaal) in rust- en verzorgingstehuizen in de gemeente;

Overwegende dat de dienst culturen-Franstalige cultuur dit initiatief wil ondersteunen door met een bedrag van 3.500,00€ bij te dragen in de kosten voor de organisatie van deze kwaliteitsvolle programmatie, gericht op de specifieke doelgroep van zorgbehoevende, Molenbeekse inwoners;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze steun beschikbaar zijn op het artikel 7620/332-02 « Franstalige Cultuur –Activiteiten» van de gewone begroting 2022;

BESLUIT :

Enig artikel :

Een steun van 3.500,00 € toe te kennen aan vzw Chamber Music of Europe, Mommaertsstraat 4 - 1080 Brussel, btw nr 0488 731 896, IBAN BE75 0682 1211 2351, voor de organisatiekosten van een reeks muzikale interventies (28 in totaal) in rust- en verzorgingstehuizen in de gemeente en dit bedrag te reserveren op het artikel 7620/332-02 « Franstalige cultuur – Activiteiten » van de gewone begroting 2022.

De Raad keurt het punt goed.

32 stemmers : 32 positieve stemmen.

23.11.2022/A/0022

Prévention et Vie Sociale

Culture française - Subvention ponctuelle en faveur de asbl Bulles Production - Soutien à l'organisation du Festival Bruxellons 2022.

LE CONSEIL,

Vu le nouveau règlement relatif à l'octroi de subsides établi par le Conseil communal du 23 mai 2018 ;

Vu la demande de subside datée du 22 mars 2022 dans laquelle Monsieur Olivier Moerens, représentant l'asbl Bulles Production, située avenue de Broqueville 167 à 1200 Bruxelles, numéro d'entreprise 0463 940 805, IBAN BE73 1431 0331 0660, sollicite le soutien de la Commune Bulles Production, de Broqueville laan 167 – 1200 Brussel, 0463 940 805, IBAN BE73 1431 0331 0660 ;

Considérant que le service Cultures-Culture française souhaite soutenir la démarche des organisateurs de proposer à Molenbeek-St-Jean un grand festival d'été de théâtre populaire, en participant à concurrence de 5.000,00 € à la bonne organisation de cette ambitieuse manifestation culturelle ;

Considérant que ce montant de 5.000,00€ est disponible à l'article 7620/332/02 du

budget ordinaire 2022 pour les activités culture française ;
Considérant qu'une telle manifestation s'inscrit parfaitement dans la politique culturelle de la Commune ;

DECIDE :

Article unique :

De soutenir les organisateurs du Festival Bruxellons au château du Karreveld à concurrence d'un montant de 5.000,00€ au profit de l'asbl Bulles Production, située avenue de Broqueville 167 à 1200 Bruxelles, numéro d'entreprise 0463 940 805, IBAN BE73 1431 0331 0660 et ce à l'article 7620/332/02 du budget ordinaire de l'exercice 2022.

Le Conseil approuve le point.
32 votants : 32 votes positifs.

Preventie en Sociale Leven

Franstalige cultuur - Subsidie voor de vzw Bulles production - Ondersteuning voor de organisatie van Festival Bruxellons 2022.

DE RAAD,

Gelet op het reglement betreffende de toekenning van subsidies aangenomen door de gemeenteraad, tijdens de zitting van 23 mei 2018;

Gelet op het volledige dossier ingediend op 20 maart 2022, waarin Olivier Moerens, vertegenwoordiger voor Bulles Production, de Broquevillelaan 167 – 1200 Brussel, 0463 940 805, IBAN BE73 1431 0331 0660, een financiële steun van de gemeente vraagt voor de organisatie van het festival Bruxellons in het Karreveldkasteel;

Overwegende dat de dienst culturen-Franstalige cultuur het initiatief om in Sint-Jans-Molenbeek een groot zomertheaterfestival te organiseren voor groot publiek wil ondersteunen door bij te dragen in de organisatiekosten voor een bedrag van 5.000,00€ voor deze bijzonder programmatie;

Overwegende dat de nodige kredieten voor deze steun beschikbaar zijn op het artikel 7620/332-02 « Franstalige Cultuur –Activiteiten» van de gewone begroting 2022;

BESLUIT :

Enig Artikel :

Een steun van 5.000,00€ toe te kennen aan Bulles Production, de Broquevillelaan 167 – 1200 Brussel, 0463 940 805, IBAN BE73 1431 0331 0660, voor de organisatiekosten van Bruxellons, het grote zomertheaterfestival in Brussel en dit bedrag van 5.000,00 € te reserveren op het artikel 7620/332-02 « Franstalige cultuur – Activiteiten » van de gewone begroting 2022.

De Raad keurt het punt goed.
32 stemmers : 32 positieve stemmen.

Hassan Ouassari quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0023 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Subsidies aux organismes - Médecine Sociale et Préventive -
Demande de la Croix Rouge.

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 2° de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;

Vu la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu que les crédits sont disponibles à l'article 8710/332/02 - Subsides relatives à la Médecine Sociale et Préventive aux organismes du budget ordinaire pour l'exercice 2022;

Vu la demande introduite par la CROIX ROUGE de Belgique, section de Molenbeek ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à la CROIX ROUGE de Belgique, section de Molenbeek, Rue Tazieaux 43-45 à 1080 Molenbeek-St-Jean, (N° d'entreprise 0467 891 079) d'un montant de 6.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE57 0014 6086 2335.

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8710/332/02 - Subsides relatives à la Médecine Sociale et Préventive aux organismes - du budget ordinaire pour l'exercice 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services communaux concernés.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Subsidie voor organisaties - Sociale en Preventieve Gezondheid - Aanvraag van het Rode Kruis.

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8710/332/02 - Subsidies aan organisaties - Medische en preventieve gezondheid van de gewone begroting voor het jaar 2022;

Gezien het verzoek van de "Het Rode Kruis van België – afdeling Molenbeek";

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan "Het Rode Kruis van België – afdeling Molenbeek", Tazieauxstraat, 43-45, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 0467 891 079) ten bedrage van 6.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE57 0014 6086 2335;

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8710/332/02 - Subsidies aan organisaties – Medische en preventieve gezondheid van de gewone begroting 2022;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

23.11.2022/A/0024 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Subsidies aux organismes - Médecine Sociale et Préventive -
Demande de l'asbl « d'Ici et d'Ailleurs ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 2° de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;

Vu la loi du 14 novembre 1983, relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu que les crédits sont disponibles à l'article 8710/332/02 - Subsidies relatives à la Médecine Sociale et Préventive aux organismes du budget ordinaire pour l'exercice 2022;

Vu la demande introduite par l'asbl « d'Ici et d'Ailleurs » ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à l'asbl « d'Ici et D'ailleurs », rue Fernand Brunfaut, 23 à 1080 Molenbeek-St-Jean (N° d'entreprise 457.996.089) d'un montant de 2.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE64 5230 8006 1552

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8710/332/02 - Subsidies relatives à la Médecine Sociale et Préventive aux organismes du budget ordinaire pour l'exercice 2022

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services communaux concernés.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Sociale Actie - Subsidie voor organisaties - Medische en preventieve gezondheid -
Aanvraag l'asbl « d'Ici et d'Ailleurs ».

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8710/332/02 - Subsidies aan organisaties - Medische en preventieve gezondheid van de gewone begroting voor het jaar 2022;

Gezien het verzoek van de “vzw D’Ici et d’Ailleurs”;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan de “vzw D’Ici et d’Ailleurs”, Fernand Brunfautstraat, 23, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 457 996 089) ten bedrage van 2.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE64 5230 8006 1552;

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8710/332/02 - Subsidies aan organisaties – Minder-Valide van de gewone begroting 2022;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

Emre Sumlu quitte la séance / verlaat de zitting.

Taoufik Hamzaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0025

Département Services généraux et Démographie

Action Sociale - Subsidies aux organismes divers - Demande de L’ASBL « La Porte Verte - Snijboontje ».

LE CONSEIL,

Vu l’article 123 2° de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l’octroi des subsides ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l’octroi et de l’emploi de certaines subventions ;

Vu que les crédits sont disponibles à l’article 8490/332/02 - Subsidies aux organismes - divers du budget ordinaire pour l’exercice 2022 ;

Vu la demande introduite par l’ASBL « La Porte Verte – Snijboontje »;

DECIDE :

Article 1 :

D’octroyer un subside à l’asbl « La Porte Verte – Snijboontje », rue d’Ostende, 4 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (N° d’entreprise : 0423.573.066) d’un montant de 3.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE60 0010 6232 1970

Article 2 :

D’engager la dépense à l’article 8490/332/02 - Subsidies aux organismes - divers du budget ordinaire pour l’exercice 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services communaux concernés.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Subsidie voor diverse organisaties - Aanvraag van de vzw « La Porte Verte - Snijboontje ».

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;
Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8490/332-02 - Subsidies aan organisaties – Divers - van de gewone begroting voor het jaar 2022;
Gezien het verzoek van de vzw “La Porte Verte – Snijboontje”;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan de vzw “La Porte Verte – Snijboontje”, Ostendestraat, 4, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 0423 573 066) ten bedrage van 3.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE60 0010 6232 1970.

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8490/332-02 - Subsidies aan organisaties – Divers van de gewone begroting 2022.

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Mohamed El Bouazzati entre en séance / treedt in zitting.

Emre Sumlu entre en séance / treedt in zitting.

Abdellah Achaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

Yassine Akki quitte la séance / verlaat de zitting.

Rachid Ben Salah quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0026 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Subside aux Organismes - Personnes âgées - Demande de l'ASBL « Amicale des pensionnés socialistes ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;
Vu que les crédits sont disponibles à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2022 ;
Vu la demande introduite par l'Amicale des pensionnés Socialiste de Molenbeek-Saint-Jean ;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à L'AMICALE DES PENSIONNES SOCIALISTES, rue des Quatre Vents 10 à 1080 Molenbeek-Saint-Jean (N° d'entreprise : 429.350.605) d'un montant de 5.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE88 0015 1383 4641.

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services communaux concernés.

Le Conseil approuve le point.

28 votants : 23 votes positifs, 5 abstentions.

Département Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Subsidie voor organisaties voor senioren - Aanvraag Van VZW « Amicale des pensionnés socialistes ».

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting voor het jaar 2022;

Gezien het verzoek van de “Amicale des pensionnés Socialiste de Molenbeek-Saint-Jean”;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan “L'AMICALE DES PENSIONNES SOCIALISTES”, Vierwindenstraat, 10, 1080 Molenbeek-Saint-Jean (ondernemingsnummer: 429.350.605) ten bedrage van 5.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE88 0015 1383 4641.

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting 2022;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

28 stemmers : 23 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Tania Dekens quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0027

Département Services généraux et Démographie

Action Sociale - Subside aux organismes pour moins-valides - Demande de

L'ASBL « Chaîne de l'Amitié ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 de la nouvelle loi communale ;
Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;
Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi des subventions ;
Considérant que les crédits sont disponibles à l'article 8330/332/02 - assistance aux moins valides du budget communal pour l'exercice 2022 ;
Vu la demande introduite par l'ASBL « La Chaîne de l'Amitié »;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à l'ASBL « La Chaîne de l'Amitié », Quai de Mariemont, 13-14 à 1080 Molenbeek-St-Jean (N° d'entreprise 418 176 403) d'un montant de 8.000,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE26 0014 6463 5029.

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8330/332/02 - assistance aux moins valides du budget communal pour l'exercice 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise au service communaux concerne.

Le Conseil approuve le point.

27 votants : 22 votes positifs, 5 abstentions.

Departement Algemene diensten en Demografie

Sociale Actie - Subsidie voor organisaties - Minder-Valide - Aanvraag van de VZW "De Vriendschapsschakel".

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;
Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;
Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;
Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8330/332/02 - Subsidies aan organisaties – Minder-Valide van de gewone begroting voor het jaar 2022;
Gezien het verzoek van de VZW "De Vriendschapsschakel";

BESLUIT :

Artikel 1 :

Een toelage toe te kennen aan de VZW "De Vriendschapsschakel, Mariemontkaai, 13-14, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 418 176 403) ten bedrage van 8.000,00 EUR te storten op rekening IBAN BE26 0014 6463 5029;

Artikel 2 :

De uitgaven aan te wenden op artikel 8330/332/02 - Subsidies aan organisaties – Minder-Valide van de gewone begroting 2022;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

27 stemmers : 22 positieve stemmen, 5 onthoudingen.

Abdellah Achaoui entre en séance / treedt in zitting.

Tania Dekens entre en séance / treedt in zitting.

23.11.2022/A/0028 **Département Services généraux et Démographie**
Action Sociale - Subsidies aux organismes - Personnes âgées - Demande de l'ASBL « Papy Boom ».

LE CONSEIL,

Vu l'article 123 2° de la nouvelle loi communale ;

Vu la décision du 23/05/2018 par laquelle le Conseil communal a approuvé le règlement concernant l'octroi des subsides ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu que les crédits sont disponibles à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2022;

Vu la demande introduite par l'ASBL « Papy Boom »;

DECIDE :

Article 1 :

D'octroyer un subside à l'ASBL Papy-Boom, avenue Avenue Carl Requette, 9/12 à 1080 Bruxelles, (N° d'entreprise 0664.875.612) d'un montant de 2.500,00 EUR à verser sur le compte IBAN BE79 0689 3082 2333

Article 2 :

D'engager la dépense à l'article 8340/332/02 - Subsidies aux organismes – Personnes âgées du budget ordinaire pour l'exercice 2022.

Expédition de la présente délibération sera transmise aux services communaux concernés.

Le Conseil approuve le point.

29 votants : 29 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie
Sociale Actie - Subsidie voor organisaties voor senioren - Aanvraag Van de VZW « Papy Boom ».

DE RAAD,

Gelet op artikel 123 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het besluit van 23/05/2018 waarbij de gemeenteraad de verordening betreffende de toekenning van subsidies heeft goedgekeurd;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en het gebruik van subsidies;

Overwegende dat de kredieten beschikbaar zijn in artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting voor het jaar 2022;

Gezien het verzoek van de “VZW Papy Boom”;

BESLUIT:

Artikel 1:

Een toelage toe te kennen aan de VZW “Papy Boom, Carl Requettelaan, 9/12, 1080 Brussel (ondernemingsnummer: 0664 875 612) ten bedrage van 2.500,00 EUR te storten op rekening IBAN BE79 0689 3082 2333;

Artikel 2:

De uitgaven aan te wenden op artikel 8340/332/02 - Subsidies aan organisaties – Senioren van de gewone begroting 2022;

De beraadslagging wordt toegezonden aan de betreffende gemeentelijke diensten.

De Raad keurt het punt goed.

29 stemmers : 29 positieve stemmen.

Rachid Ben Salah entre en séance / treedt in zitting.

23.11.2022/A/0029

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - I.G.R.E.T.E.C. - Approbation de l'ordre du jour de l'Assemblée générale ordinaire du 15 décembre 2022.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour du conseil communal ;

Considérant l'affiliation de la Commune à l'Intercommunale IGRETEC ;

Considérant le Code de la Démocratie Locale et de la Décentralisation ;

Considérant que la Commune doit, désormais, être représentée à l'Assemblée générale de l'Intercommunale par 5 délégués désignés à la proportionnelle, 3 au moins représentant la majorité du Conseil communal ;

vu qu'il convient donc de définir clairement la mandat qui sera confié à ces 5 délégués représentant notre Commune à l'Assemblée générale ordinaire de l'IGRETEC du 15 décembre 2022 ;

Considérant que le Conseil doit, dès lors, se prononcer sur tous les points de l'ordre du jour et pour lesquels il dispose de la documentation requise ;

Considérant qu'il convient donc de soumettre au suffrage du Conseil tous les points de l'ordre du jour de l'Assemblée générale de l'IGRETEC ;

DECIDE :

Article 1 :

D'approuver le point 1 de l'ordre du jour, à savoir : Affiliations/Administrateurs ;

Article 2 :

D'approuver le point 2 de l'ordre du jour, à savoir : Dernières évaluation du Plan Stratégique 2020-2022 et Plan Stratégique 2023-2025 ;

Article 3 :

D'approuver le point 3 de l'ordre du jour, à savoir : Recapitalisation de SODEVIMMO ;

Article 4 :

D'approuver le point 4 de l'ordre du jour, à savoir : Tarification des missions in House ;

Article 5 :

De charger ses délégués à cette Assemblée générale de se conformer à la volonté exprimée par le Conseil communal en sa séance du 23.11.2022 ;

Article 6 :

De charger le Collège de veiller à l'exécution de la présente délibération.

Copie de la présente délibération sera transmise à l'Intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1 à 6000 CHARLEROI, pour le 12/12/2022 au plus tard (isabelle.bayonnet@igretec.com)

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - I.G.R.E.T.E.C. - Goedkeuring van de dagorde van de Gewone Algemene Vergadering van 15 december 2022.

DE RAAD,

Na de urgentie bij stemming te hebben aanvaard, stond dit punt niet op de dagorde van de Gemeenteraad;

Gezien de aansluiting van de Gemeente bij de Intercommunale IGRETEC ;

Gezien de code voor lokale democratie en decentralisatie ;

Overwegende dat de Gemeente voortaan in de Algemene Vergadering van de Intercommunale vertegenwoordigd moet zijn door 5 afgevaardigden die via evenredige vertegenwoordiging worden aangewezen en waarvan ten minste 3 de meerderheid van de Gemeenteraad vertegenwoordigen ;

Overwegende dat het derhalve noodzakelijk is het mandaat dat aan deze 5 afgevaardigden die onze Gemeente vertegenwoordigen zal worden toevertrouwd tijdens de gewone Algemene Vergadering van de IGRETEC op 15 december 2022, duidelijk te omschrijven ;

Overwegende dat de Raad moet zich derhalve uitspreken over alle agendapunten waarvoor hij over de vereiste documentatie beschikt ;

Overwegende dat het derhalve dienstig is alle punten op de agenda van de Algemene Vergadering van IGRETEC aan de Raad ter stemming voor te leggen;

BESLUIT :

Artikel 1 :

Goedkeuring van punt 1 van de agenda, te weten: Leden/bestuurders;

Artikel 2 :

Goedkeuring van agendapunt 2, te weten: Laatste evaluatie van het strategisch plan 2020-2022 en het strategisch plan 2023-2025;

Artikel 3 :

Goedkeuring van agendapunt 3, te weten: Herkapitalisatie van SODEVIMMO;

Artikel 4 :

Goedkeuring van punt 4 van de agenda, te weten: Prijzen van interne missies;

Artikel 5 :

Zijn afgevaardigden in deze Algemene Vergadering opdragen zich te schikken naar de wil die de gemeenteraad in zijn vergadering van 23.11.2022 heeft uitgesproken;

Artikel 6 :

het College op te dragen zorg te dragen voor de uitvoering van deze resolutie.

Een afschrift van deze beraadslaging zal uiterlijk op 12/12/2022 worden toegezonden aan de Intercommunale IGRETEC, Boulevard Mayence 1 te 6000 CHARLEROI (isabelle.bayonnet@igretec.com).

De Raad keurt het punt goed.
30 stemmers : 30 positieve stemmen.

23.11.2022/A/0030

Département Infrastructures et Développement urbain
Département Infrastructures et Développement Urbain - Approbation de la convention de subvention relative aux travaux de réaménagement de la rue de la Borne à Molenbeek-Saint-Jean.

LE CONSEIL,

Après avoir admis l'urgence par un vote, ce point ne figurant pas à l'ordre du jour du conseil communal ;

Considérant qu'un projet de réaménagement de la rue de la Borne est prévu entre la chaussée de Gand et la rue de l'Eléphant en ce compris la placette;

Vu la décision du Collège des Bourgmestre et Echevins de la commune de Molenbeek-Saint-Jean du 28.10.2021 décidant e.a :

Article 1 :

D'approuver l'avant-projet de réaménagement de la rue de la Borne entre la chaussée de Gand et la rue de l'Eléphant en ce compris la placette;

Vu la proposition de convention de la Région de Bruxelles-Capitale, représentée par la Ministre du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale chargée de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité routière, Madame Elke Van den Brandt, et fixant le montant à octroyer à la commune de Molenbeek-Saint-Jean à 625.000,00 EUR;

DECIDE:

Article 1:

D'approuver la convention relative à la subvention de 625.000,00 EUR allouée à la Commune de Molenbeek-Saint-Jean pour l'organisation et l'exécution des travaux de réaménagement de la rue de la Borne.

Le Conseil approuve le point.

30 votants : 30 votes positifs.

Departement Infrastructuur en Stadsontwikkeling
Departement Infrastructuur en Stedelijke Ontwikkeling - Goedkeuring van de subsidieovereenkomst betreffende de herinrichtingswerken in de Paalstraat te Sint-Jans-Molenbeek.

DE RAAD,

Na de urgentie bij stemming te hebben aanvaard, stond dit punt niet op de dagorde van de Gemeenteraad;

Overwegende dat een herinrichtingsproject van de Paalstraat voorzien is tussen de Gentssteenweg en de Olifantenstraat, met inbegrip van het pleintje;

Gelet op de beslissing van het College van Burgemeester en Schepenen van de gemeente Sint-Jans-Molenbeek van 28.10.2021 waarbij o.a. beslist wordt :

Artikel 1:

Het voorontwerp voor de herinrichting van de Paalstraat tussen de Gentssteenweg en de Olifantenstraat, met inbegrip van het pleintje, goed te keuren;

Gelet op het voorstel van overeenkomst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest,

vertegenwoordigd door de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest belast met mobiliteit, openbare werken en verkeersveiligheid, Elke Van den Brandt,, en tot vaststelling van bedrag toe te kennen aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek op 625.000,00 EUR;

BESLUIT:

Artikel 1:

De overeenkomst goed te keuren betreffende de subsidie van 625.000,00 EUR toegekend aan de gemeente Sint-Jans-Molenbeek voor de organisatie en de uitvoering van de herinrichtingswerken in de Paalstraat.

De Raad keurt het punt goed.

30 stemmers : 30 positieve stemmen.

Hassan Ouassari entre en séance / treedt in zitting.

Taoufik Hamzaoui entre en séance / treedt in zitting.

Abdallah Kanfaoui quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0031

Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ben Salah,
Conseiller communal Défi, relative aux bornes de recharge pour véhicules
électriques et aux emplacements pour trottinettes.

Monsieur l'échevin de la mobilité,

Lors de mes déplacements à Molenbeek-Saint-Jean, j'ai pu constater la multiplication des infrastructures de recharge des véhicules électriques.

Des emplacements qui sont à l'origine dédiés au véhicule non électrique sont aujourd'hui visiblement attribués à des véhicules qui coûtent des montants exorbitants et qui ne sont pas en nombre suffisant pour permettre à mon sens la multiplication de ce type de service.

En revanche, je suis stupéfait du nombre de trottinettes dans nos rues et surtout dans nos trottoirs. Rappelons le, quand vous êtes une personne à mobilité réduite ou que vous avez une poussette, il est dès lors très compliqué de l'enjamber voir de la déplacer.

Par conséquent, voici mes questions :

- Combien y a-t-il de bornes de recharge dans l'espace public à Molenbeek ?
- Combien souhaitez-vous en rajouter dans l'avenir ?
- De quelle façon avez-vous établi la répartition des bornes dans nos quartiers ?
- Combien coûte ces bornes aux contribuables ?

Concernant les trottinettes :

- Combien y a-t-il d'emplacements de trottinettes avec marquage au sol ?
- Il y a-t-il un accord avec les sociétés de location pour une réglementation de parcage ?
- Si non, quand envisager vous de le faire ?

Je vous remercie d'avance pour vos réponses.

Rachid Ben Salah

Conseiller communal à Molenbeek-Saint-Jean

DÉFI - Démocrate Fédéraliste Indépendant

Siège [bruxellois : 127, chaussée de Charleroi, 1060 Saint-Gilles](#)

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ben Salah,

Gemeenteraadslid Défi, betreffende de oplaadpunten voor elektrische voertuigen en de standplaatsen voor steps.

De Raad neemt kennis.

Mohamed El Bouazzati quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0032

Département Services généraux et Démographie

Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge, Conseiller communal PTB*PVDA, relative à la manifestation du 29/10/2022.

La manifestation du 29 octobre a finalement été autorisée, malgré un refus initial. Mais grâce à la détermination des organisateurs, des articles de presse et un recours devant le Conseil d'Etat.

Dans le courrier adressé aux organisateurs, signé par l'échevin Gjanaj, on lit "Je tiens à vous rappeler que cette autorisation vous est accordée à titre tout à fait exceptionnel et ne pourra en aucun cas constituer un précédent dont vous pourriez vous prévaloir pour vos demandes ultérieures".

Pourquoi une autorisation "à titre tout à fait exceptionnel"? Pouvez-vous expliquer? Manifester est un droit constitutionnel, alors pourquoi créer des difficultés?

Ce genre de manifestations ont été autorisées et se sont déroulées sans problèmes sous la précédente législature. Pourquoi posent-elles soudainement des problèmes sous la législature actuelle?

Les organisateurs avaient reçu initialement un refus d'autorisation avec des arguments étranges: "la manifestation n'a aucun lien avec la commune", "ne participe en rien à la cohésion sociale". Ce ne sont pas des arguments valables pour interdire une manifestation, puisqu'il s'agit d'un droit constitutionnel.

Ce courrier était signé par un employé de la commune. Est-il couvert par la bourgmestre et/ou son remplaçant?

Je vous remercie de vos réponses.

Luc Vancauwenberge

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie

Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Vancauwenberge, Gemeenteraadslid PTB*PVDA, betreffende de betoging van 29/10/2022.

De Raad neemt kennis.

23.11.2022/A/0033 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative à la modification du règlement d'ordre intérieur du Conseil communal.

Cher·es collègues,

Il y a plus d'un an et demie, suite à la demande des partis de la majorité, les différents chefs de groupe s'étaient réunis pour discuter sur une future modification du ROI du conseil communal. Pendant cette rencontre, chaque participants avaient pu se prononcer sur les modifications que son parti souhaitait apporter. A la fin de cette réunion, les chefs de groupe des partis de la majorité nous avaient proposé de nous communiquer ultérieurement une proposition de modification. Malheureusement, il n'y a toujours aucune suite qui a été donnée.

Pourriez-vous nous communiquer si les partis de la majorité ont toujours la volonté de modifier le ROI du conseil communal. Dans le cas positif, pourriez-vous nous communiquer les prochaines étapes et le calendrier des rencontres ? Et dans le cas négatif, pourriez-vous nous communiquer vos arguments ?

Emre SUMLU
Chef de groupe Ecolo Samen

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Sumlu, Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, betreffende de wijziging van het huishoudelijk reglement van de gemeenteraad.

De Raad neemt kennis.

Rachid Ben Salah quitte la séance / verlaat de zitting.

23.11.2022/A/0034 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Sumlu, Conseiller communal ECOLO SAMEN, relative au nouveau projet d'aménagement de circulation au croisement de la rue Vanderstichelen et de la rue Vandenboogaerde.

Cher·es collègues,

En septembre 2022, le collègue avait mis à l'arrêt le projet d'aménagement de circulation installé, deux semaines plutôt, au croisement de la rue Vanderstichelen et

de la rue Vandenboogaerde. Le collègue nous avait proposé qu'il allait nous proposer un nouveau plan dès le mois de décembre 2022, donc trois mois de délais.

Quand cette proposition a eu lieu, l'échevin de la mobilité nous avait bien confirmé que la participation citoyenne était une condition nécessaire pour l'élaboration de ce nouveau plan et ces trois mois allaient suffire pour le réaliser. Mon groupe lui avait remercié pour cette intention et lui avait également précisé son soutien dans cette démarche.

Le mois de décembre arrive dans quelques jours et mon groupe est ravi de pouvoir accueillir ce nouveau plan qui va de nouveau pouvoir permettre sécuriser la voirie et apaiser le quartier maritime. Pourriez-vous nous expliquer comment se sont déroulés les différentes rencontres avec les citoyennes pendant ces trois mois ? Combien de personnes ont été contactées ? Combien de rencontres et réunions ont été organisées ? Quel était le taux de participation ?

Merci pour vos réponses.

Emre SUMLU
Chef de groupe Ecolo Samen

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Sumlu,
Gemeenteraadslid ECOLO SAMEN, over het nieuwe verkeersgeleidingsproject
op het kruispunt van de Vanderstichelenstraat en de Vandenboogaerdestraat.

De Raad neemt kennis.

23.11.2022/A/0035 **Département Services généraux et Démographie**
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Ouassari,
Conseiller communal MAMA, relative aux garderies scolaires.

Madame la présidente, mesdames et messieurs.

J'apprends avec stupéfaction que certaines écoles ferment leurs portes aux parents qui veulent récupérer leurs enfants de la garderie entre 15h30 et 16h30 et le mercredi de 13h15 à 15h30. Les parents qui arrivent quelques minutes en retard sont obligés d'attendre longtemps avant de récupérer leurs enfants. Dans certaines écoles aussi les mesures corona sont toujours d'application puisque les parents ne peuvent pas accéder dans l'enceinte des écoles. Voici mes questions. 1) Qu'est ce qui justifie la différence de réglementation entre écoles communales? 2) A quoi servent ces mesures qui rendent encore plus compliquées la vie des parents et des enfants. 3) Pourquoi ne pas revenir au système normal comme avant la crise du corona ?

Merci pour vos réponses

Hassan Ouassari
Conseiller communal

Groupe MAMA

Le Conseil prend connaissance.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Ouassari,
Gemeenteraadslid MAMA, over schooldagverblijven.**

De Raad neemt kennis.

23.11.2022/A/0036 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Mutambayi,
Conseiller communal NVA, relative à la violence contre les policiers.**

Geachte Burgemeester,

Er is recent een politieagent van Brussel-Noord met een mes gestoken. Hij is helaas aan zijn verwondingen overleden.

Deze aanval met dodelijke afloop op onze politieagent doet veel vragen rijzen.

Daarom heb ik enkele vragen voor u :

Staan we in Molenbeek paraat tegen dergelijke situaties ?

Zijn er concrete afspraken met justitie gemaakt om te voorkomen dat de dader onderuit komt ?

Hebben onze politieagenten extra steun nodig ?

Laurent Mutambayi
Sint-Jans-Molenbeek
Gemeenteraadslid N-VA

Le point est reporté en l'absence de Monsieur Mutambayi.

**Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentesecretariaat - Interpellatie ingediend door de heer Mutambayi,
gemeenteraadslid NVA, over geweld tegen politieagenten.**

Het punt wordt verdaagd wegens de afwezigheid van Mijnheer Mutambayi.

23.11.2022/A/0037 **Département Services généraux et Démographie
Secrétariat communal - Interpellation déposée par Monsieur Vancauwenberge,
Conseiller communal PTB*PVDA, relative à la grogne chez les travailleurs du
service de la Propreté publique.**

Les travailleurs du service de la Propreté publique et leurs syndicats ont annoncé une

série d'actions qu'ils ont commencé à mener.

Ils se plaignent du manque de personnel. Leur nombre est en nette diminution. Les départs ne seraient pas remplacés.

Cela fait que les travailleurs sont constamment en sous-effectifs.

En outre, la moyenne d'âge de ces travailleurs est assez élevé. Beaucoup ont 50 voir 60 ans.

Les travailleurs souhaitent bénéficier de l'horaire discuté entre les partenaires sociaux et les Autorités. Mais depuis le mois de mai 2022, aucune décision n'a pu être prise. Pourquoi?

Le nettoyage des marchés est une charge physique supplémentaire : ils demandent une récupération de 30 min le mardi et de 1H00 le jeudi.

Les syndicats réclament des solutions pour les agents en fin de carrière.

Et une revalorisation du niveau D pour tous les chauffeurs disposant d'un permis C

Les travailleurs se plaignent également des défaillances en matière de matériel:

- pas de douche fonctionnelles par manque de pression

- les travailleurs doivent laver leurs gants chez eux

- Chaussures inadaptées

· Vêtements Hiver/été non respectés

· Les gants : Elles semblent de mauvaises qualités.

Du matériel défectueux: 2 balayeuses sur 3 sont inopérables! Le compacteur est défectueux, alors qu'il en faudrait plus pour diminuer la charge portée par les travailleurs.

Pourquoi ne remédie-t-on pas à cette situation?

Quelle est votre position par rapport aux critiques des travailleurs et leurs syndicats?

Quelle est votre réponse aux doléances et revendications des travailleurs?

Luc Vancauwenberge

Le Conseil prend connaissance.

Departement Algemene diensten en Demografie
Gemeentelijk secretariaat - Interpellatie ingediend door de heer
Vancauwenberge, Gemeenteraadslid PTB*PVDA, over de ontevredenheid van
de werknemers van de dienst openbare netheid.

De Raad neemt kennis.

Levée de la séance à 00:05
Opheffing van de zitting om 00:05

La Secrétaire f.f.,
De wnd. Secretaris,

La Présidente du Conseil,
De Voorzitster van de Raad,

Marijke Aelbrecht

Catherine Moureaux